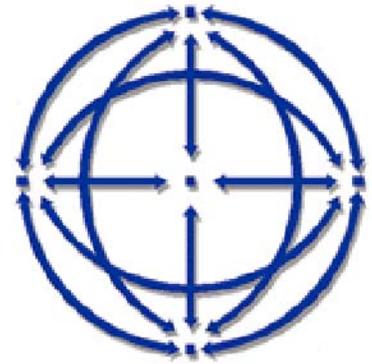




N° 13-016-X au catalogue

Revue des comptes économiques des provinces et des territoires



Estimations préliminaires 2007



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
0	zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
0 ^s	valeur arrondie à 0 (zéro) où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
p	provisoire
r	rectifié
x	confidentiel en vertu des dispositions de la <i>Loi sur la statistique</i>
E	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à notre agent d'information aux 613-951-3640; iead-info-dcrd@statcan.ca.

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.ca. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à infostats@statcan.ca ou par téléphone entre 8h30 et 16h30 du lundi au vendredi aux numéros suivants:

Centre de contact national de Statistique Canada

Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Télécopieur	1-877-287-4369

Appels locaux ou internationaux:

Service de renseignements	1-613-951-8116
Télécopieur	1-613-951-0581

Programme des services de dépôt

Service de renseignements	1-800-635-7943
Télécopieur	1-800-565-7757

Comment accéder à ce produit

Le produit n° 13-016-XIF au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.ca et de choisir la rubrique «Publications» > «Publications Internet gratuites».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.ca sous «À propos de nous» > «Offrir des services aux Canadiens».



Statistique Canada
Système de comptabilité nationale

Revue des comptes économiques des provinces et des territoires

Estimations préliminaires 2007

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2008

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6.

Avril 2008

N° 13-016-XIF au catalogue, vol. 4, no 1

Périodicité : semestriel
ISSN 1715-071X

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-016-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Produits et services connexeswww.statcan.ca/cen**PIB provinciaux en termes de revenus et de dépenses**

Tableaux et document analytique :	
Comptes économiques provinciaux	13-213-PPB
Tableaux de données	13-018-XWF
Tableaux CANSIM	384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013, 384-0036

PIB provinciaux par industrie

Tableaux CANSIM	379-0025, 379-0026, 381-0012 à 381-0014, 386-0002
CD-ROM :	
Produit intérieur brut provincial (PIB) par industrie et secteur aux prix de base	15-209-XCB
Production brute provinciale par industrie et secteur	15-210-XCB

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Tableaux CANSIM	383-0008 à 383-0015
Publications :	
Croissance de la productivité au Canada	15-204-XIF
Comptes canadiens de productivité - données	15-003-XIF

Comptes économiques canadiens

Publications :	
Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens	13-010-XIF
Les nouveautés en matière des comptes économiques canadiens	13-605-XIF

PIB national en termes de revenus et de dépenses

Tableaux CANSIM	380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0056 à 380-0058, 382-0006.
Publication :	
Comptes nationaux des revenus et dépenses	13-001-XIB
Tableaux et documents analytiques :	
Comptes des revenus et dépenses	13-001-PPB
Estimations du revenu du travail	13F0016XPB
Tableaux de données	13-019-XWF et 13-021-XWF

PIB national par industrie

Tableaux CANSIM	379-0027, 381-0009 à 381-0011, 0381-0014
Publication :	
Produit intérieur brut par industrie	15-001-XIF

Table des matières

Aperçu	4
Faits saillants par province et par territoire	7
Terre-Neuve-et-Labrador	7
Île-du-Prince-Édouard	9
Nouvelle-Écosse	10
Nouveau-Brunswick	11
Québec	12
Ontario	13
Manitoba	14
Saskatchewan	16
Alberta	18
Colombie-Britannique	20
Yukon	21
Territoires du Nord-Ouest	22
Nunavut	23
À propos de cette publication	38
Politique de révision	38
Révisions dans cette édition	38
À propos de : Comptes économiques provinciaux	39

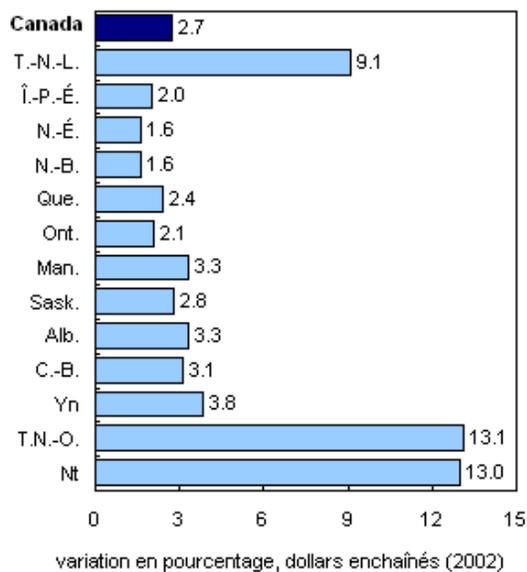
Aperçu

Estimations préliminaires 2007

Le produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté de 2,7 % au Canada en 2007, ce qui équivaut au taux de croissance moyen pendant les cinq dernières années. La croissance du PIB de cinq provinces et des trois territoires – principalement sous l'impulsion donnée par les ressources naturelles – a dépassé la moyenne nationale. Terre-Neuve-et-Labrador a devancé de loin toutes les autres provinces.

Le PIB à Terre-Neuve-et-Labrador a bondi de 9,1 % en 2007, soit près de trois fois son taux de croissance en 2006. L'économie de la Saskatchewan a crû de 2,8 %, se rétablissant d'une baisse en 2006. L'Alberta, riche en pétrole, a vu son économie progresser de 3,3 %, soit un taux environ de moitié inférieur à celui de 2006. Le Manitoba et la Colombie-Britannique, soit les deux autres provinces ayant affiché une croissance supérieure à la moyenne nationale, ont vu leurs économies progresser de 3,3 % et de 3,1 % respectivement, et ce, grâce aux dépenses personnelles.

Graphique 1-a Produit intérieur brut réel, 2007



L'extraction de diamants a stimulé l'économie des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut tandis que la production de cuivre a aiguillonné l'économie du Yukon.

L'année a été marquée par la hausse des prix des produits de base et par une nouvelle appréciation importante du dollar canadien par rapport à la devise américaine.

Le secteur minier a prospéré, mais la production de biens a généralement crû plus lentement que celle des services. Le revenu personnel et les dépenses de consommation ont continué de montrer des signes de vigueur, la demande intérieure finale ayant progressé de 4,3 %. Les importations ont connu une hausse appréciable de 5,7 %, tandis que la demande extérieure de produits fabriqués s'est contractée.

Le secteur minier et de l'extraction de pétrole et de gaz soutient Terre-Neuve-et-Labrador, l'Alberta et la Saskatchewan

L'économie de Terre-Neuve-et-Labrador a enregistré une croissance vigoureuse de 9,1 %, une progression nettement supérieure à celle des autres économies provinciales. Il s'agit d'une hausse bien supérieure à celle de 3,3 % observée dans cette province en 2006. L'intensification des activités d'extraction pétrolière et minière s'est conjuguée aux prix mondiaux élevés des produits de base pour aiguillonner la croissance. Plus des trois quarts de la croissance enregistrée en 2007 est attribuable au secteur minier.

L'extraction de pétrole a fait un bond, la province ayant profité d'une année d'exploitation presque sans incidents de ses nombreuses plates-formes pétrolières. La deuxième année complète de production à la mine de nickel de Voisey's Bay a également fortement contribué.

L'économie de l'Alberta a progressé de 3,3 %, après avoir grimpé de 6,6 % en 2006. L'extraction pétrolière et gazière a augmenté, mais les activités d'exploration se sont repliées pour une deuxième année d'affilée. L'investissement dans les secteurs résidentiel et non résidentiel a poursuivi son ascension afin de répondre aux besoins d'une population albertaine toujours croissante. Les Canadiens ont continué d'affluer dans la province où le taux de chômage est le plus bas au pays.

En Saskatchewan, le PIB a augmenté de 2,8 %, après un recul de 0,4 % observé en 2006. L'extraction de potasse a rebondi sous l'impulsion donnée par le gonflement de la demande chinoise. La production de céréales a légèrement fléchi. Les bénéfices des sociétés ont été stimulés par les cours mondiaux élevés des céréales, de la potasse et de l'uranium.

Croissance modérée au Québec et en Ontario

Le dollar canadien s'est apprécié considérablement par rapport à la devise américaine depuis 2002. L'effet de cette appréciation s'est fait le plus sentir chez les industries de fabrication axées sur les exportations dans lesquelles des emplois ont été perdus. Tant en Ontario qu'au Québec, la production soutenue du secteur des services a contribué à la croissance en 2007.

Au Québec, la croissance économique s'est accélérée, passant de 1,7 % en 2006 à 2,4 % en 2007. Le revenu du travail a augmenté de 5,8 %, notamment en raison du règlement en matière de parité salariale dont ont profité bon nombre de fonctionnaires du gouvernement du Québec. Les dépenses personnelles ont crû de 4,6 %, particulièrement en raison des biens durables. L'investissement des entreprises, y compris la construction résidentielle, a grimpé de 6,5 % et a donné un élan aux établissements de crédit et aux services financiers. Les prix élevés des produits de base ont stimulé l'activité minière, ce qui a permis de contrebalancer la faiblesse des industries de la foresterie et des produits du bois.

Le PIB du secteur de la fabrication au Québec a progressé de 0,8 %, grâce en partie à la forte production des produits de l'aérospatiale et de machines et de matériel. Dans l'ensemble, la situation de l'emploi dans la province s'est améliorée alors que le taux de chômage a diminué pour s'établir à 7,2 %.

L'économie de l'Ontario a enregistré une croissance de 2,1 % en 2007, soit égale au taux observé en 2006. La croissance de l'Ontario, tout comme celle du Québec, est restée sous la moyenne canadienne tous les ans depuis 2003. La production dans le secteur des services a pris de l'expansion, tandis que celle de biens a baissé. La faiblesse de la demande américaine pour des produits

automobiles et des produits du bois a partiellement forcé les fabricants à réduire leur production pour une troisième année consécutive. Dans l'ensemble, la production a diminué dans 16 des 21 grands groupes du secteur de la fabrication.

Malgré le repli de la fabrication, l'emploi s'est maintenu en Ontario. Le taux de chômage n'a augmenté que faiblement pour atteindre 6,4 %. La stabilité du revenu du travail a contribué à l'augmentation des dépenses personnelles, notamment au chapitre des biens durables. La construction a gagné du terrain alors que la progression des travaux de génie et une légère hausse de la construction résidentielle ont compensé la diminution de la construction dans les bâtiments non résidentiels.

Manitoba et Colombie-Britannique : les dépenses personnelles s'accroissent

Au Manitoba, le PIB a augmenté de 3,3 % en 2007 comparativement à 3,2 % en 2006. La hausse de 7,4 % du revenu du travail a eu un effet positif sur la construction résidentielle et le commerce de détail. L'investissement dans le secteur de la construction a crû à un rythme effréné, en raison de la réalisation de plusieurs projets d'envergure dans la province. Le redressement du secteur de la fabrication, en particulier de métaux de première

Produit intérieur brut réel au prix du marché, dollars enchaînés (2002)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	variation en pourcentage						
Canada	1,8	2,9	1,9	3,1	3,1	2,8	2,7
Terre-Neuve-et-Labrador	1,6	15,6	5,8	-1,7	0,2	3,3	9,1
Île-du-Prince-Édouard	-1,1	4,8	2,1	3,0	1,3	2,6	2,0
Nouvelle-Écosse	3,2	4,0	1,4	1,4	1,8	0,9	1,6
Nouveau-Brunswick	1,7	4,5	2,8	1,4	0,5	3,0	1,6
Québec	1,5	2,4	1,2	2,6	2,0	1,7	2,4
Ontario	1,8	3,1	1,4	2,5	2,9	2,1	2,1
Manitoba	0,8	1,6	1,4	2,6	2,7	3,2	3,3
Saskatchewan	-1,0	-0,4	4,6	3,8	3,5	-0,4	2,8
Alberta	1,7	2,2	3,2	5,2	5,3	6,6	3,3
Colombie-Britannique	0,6	3,6	2,3	3,7	4,5	3,3	3,1
Yukon	4,4	-1,3	-1,8	3,3	3,9	2,9	3,8
Territoires du Nord-Ouest	21,2	6,4	13,4	3,6	-2,5	2,9	13,1
Nunavut	5,9	5,9	-0,1	4,0	-0,2	3,4	13,0

transformation et de matériel de transport, a permis à la production des biens de croître plus rapidement que celle des services de nouveau en 2007.

En Colombie-Britannique, l'activité économique a progressé de 3,1 % en 2007, soit un léger ralentissement par rapport au taux de croissance de 3,3 % relevé en 2006. Le revenu du travail a augmenté de 6,2 %, et les dépenses personnelles, particulièrement au titre des biens durables, ont fait de même. Le secteur de la construction a continué de croître, grâce entre autres à la construction de maisons. Les bénéfices des sociétés ont fléchi pour la première fois depuis 2002, sous l'effet du relâchement considérable de la demande de bois de construction et de produits en bois sur les marchés américains.

Provinces maritimes : une croissance, mais sous la moyenne nationale

Le PIB de la Nouvelle-Écosse s'est accru de 1,6 % en 2007, soit une accélération par rapport à la croissance de 0,9 % observée en 2006. Une augmentation de la production de gaz à l'île de Sable en 2007 et le redressement des industries de la foresterie et des produits en papier, attribuable à la réouverture d'une usine, ont contribué à la hausse des exportations. Les détaillants de la province ont profité du dynamisme de la construction résidentielle et de la progression soutenue du revenu du travail.

L'Île-du-Prince-Édouard a connu un ralentissement de la croissance économique, laquelle est passée de 2,6 % en 2006 à 2,0 % en 2007. La fabrication a rebondi après le recul de 2006, principalement grâce à la production d'aliments destinés à l'exportation. La construction de maisons a augmenté après deux années de repli. La vigueur du revenu du travail a favorisé l'augmentation des dépenses personnelles, particulièrement au chapitre des biens durables.

Au Nouveau-Brunswick, le PIB a augmenté de 1,6 % en 2007, soit un ralentissement par rapport au taux de croissance de 3,0 % observé en 2006. Les exportations de produits de la forêt et de produits fabriqués connexes ont dégringolé. Plusieurs grands projets de construction dans la province ont plus que fait contrepoids au fléchissement dans le secteur de la fabrication. Les détaillants, particulièrement ceux qui vendent des articles coûteux, ont tiré parti du raffermissement de l'emploi et de l'accélération de la croissance du revenu du travail.

Territoires : forte augmentation de la production de diamants, d'or et de cuivre dans le Nord

La production de diamants a fortement augmenté, stimulant ainsi l'économie des Territoires du Nord-Ouest qui a fait un bond de 13,1 % en 2007, soit un rythme beaucoup plus élevé que la hausse de 2,9 % enregistrée en 2006. Les travaux de construction ont continué bon train à la mine du lac Snap. Trois des quatre mines de diamants du Canada sont situées aux Territoires du Nord-Ouest.

Au Nunavut, le taux de croissance économique a atteint un sommet inégalé de 13,0 % en 2007, comparativement à une progression de 3,4 % en 2006. Les travaux de construction à la mine d'or de Meadowbank et les activités d'exploration minière dans tout le territoire ont tiré parti de la demande mondiale de ressources naturelles. La quatrième mine de diamants du Canada se trouve au Nunavut. La production de diamants a augmenté par rapport à 2006.

Le Yukon a affiché une croissance économique de 3,8 % en 2007, laquelle fait suite à une progression de 2,9 % en 2006. L'ouverture d'une nouvelle mine a permis au territoire de profiter des prix élevés du cuivre et de l'or. Les travaux de construction se sont poursuivis dans plusieurs projets d'infrastructure. Le Yukon a aussi accueilli les Jeux d'hiver du Canada en février et en mars 2007.

Note aux lecteurs

Les variations en pourcentage des statistiques en ce qui a trait aux dépenses et par industrie (telles que les dépenses de consommation, l'investissement, les exportations, les importations et la production) sont calculés à partir de mesures en volume, soit après correction en fonction des variations de prix. Les variations en pourcentage des statistiques en ce qui concerne les revenus (tel que le revenu personnel, le revenu du travail et les bénéfices des sociétés) sont calculés à partir de valeurs nominales, c'est-à-dire sans correction en fonction des variations de prix.

Les estimations provisoires des comptes économiques provinciaux et territoriaux pour 2007 sont incluses dans le présent communiqué. Les données des années antérieures n'ont fait l'objet d'aucune révision. Les estimations révisées pour les années 2004 à 2007 seront publiées à l'automne.

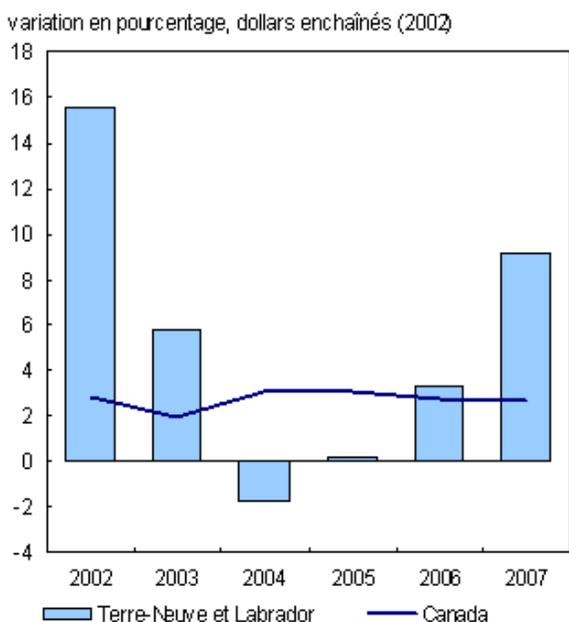
Faits saillants par province et par territoire

Terre-Neuve-et-Labrador

L'extraction minière et l'extraction de pétrole et de gaz sont à l'origine d'une forte croissance

La croissance économique à Terre-Neuve-et-Labrador a été la plus forte de toutes les provinces en 2007, avec un bond de 9,1 %. Cela faisait suite à une hausse ferme de 3,3 % en 2006. Une progression marquée de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz a été à la source de cette hausse.

Graphique 2-a Le PIB de Terre-Neuve-et-Labrador



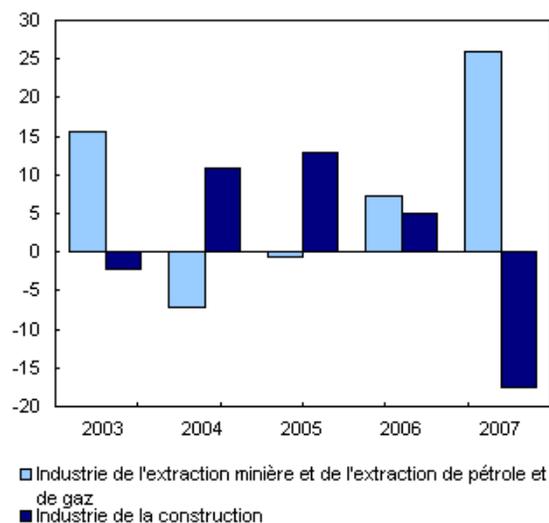
L'extraction de pétrole et de gaz a fait un bond en 2007. L'année 2006 avait été marquée par des difficultés qui avaient nui à la production. L'expansion soutenue du projet White Rose a stimulé la production de pétrole brut.

L'extraction minière a aussi connu des hausses importantes, en raison de la production accrue de Voisey's Bay et ce, malgré une grève. Une nouvelle mine de cuivre et de zinc a ouvert dans la province, à Duck Pond, ce qui a aussi contribué à la production économique. Les exportations ont reflété les activités accrues dans l'extraction minière et l'extraction de pétrole et de gaz, progressant de 14 % en 2007. Il s'agit de l'augmentation la plus forte depuis 2002. Les bénéfices des sociétés ont aussi été alimentés par les prix élevés des produits de base.

EN PERSPECTIVE...

Graphique 2-b Transition de la construction à la production

variation en pourcentage, dollars enchaînés (2002)



Le PIB de l'industrie de la construction et de celle de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz ont évolué en sens inverse en 2007. Avec l'achèvement de la mine de Voisey's Bay en 2005 et de celle de Duck Pond en 2007, le secteur minier est passé de la construction à la production au cours des dernières années.

En raison de la transition de l'étape de la construction à l'étape de la production de plusieurs grands projets d'investissement, l'investissement des entreprises a diminué en 2007. L'investissement en ouvrages non résidentiels a reculé de 28 %, après une légère baisse en 2006. Plusieurs projets moins importants, comme un parc d'éoliennes, et un investissement accru au chapitre de l'exploration ont atténué la baisse globale. Parallèlement, la construction résidentielle a continué de progresser, ayant enregistré sa croissance la plus forte en trois ans.

La croissance du revenu du travail au cours des deux dernières années a été influencée par les paiements spéciaux importants qui ont été versés en vue de réduire le déficit actuariel du régime de retraite des employés du gouvernement provincial. Ainsi, le revenu du travail a diminué de 4,5 % en 2007, après avoir augmenté de 29 % en 2006. Si l'on élimine l'effet de ces paiements spéciaux, la croissance du revenu du travail aurait été de 4,5 % et de 6,1 % en 2006 et 2007 respectivement. Le taux de chômage a diminué, pour s'établir à 13,6 % en 2007, et l'emploi a continué d'augmenter.

Les dépenses personnelles, particulièrement au chapitre des voitures et des camions, ont progressé plus fortement qu'au cours des dernières années. La vigueur du marché de l'habitation a contribué à stimuler les services bancaires. Les avocats, les agents immobiliers et les grossistes ont aussi profité de cette activité accrue.

La fabrication a repris en 2007, après trois années de baisse. La construction navale et la production de machines pour le secteur minier et le secteur pétrolier et gazier ont affiché des hausses solides. La production d'aliments a aussi augmenté, en raison de la hausse de la production du secteur de la pêche. La vigueur du dollar canadien et l'activité plus faible au chapitre du logement aux États-Unis ont restreint les activités dans le secteur des produits forestiers.

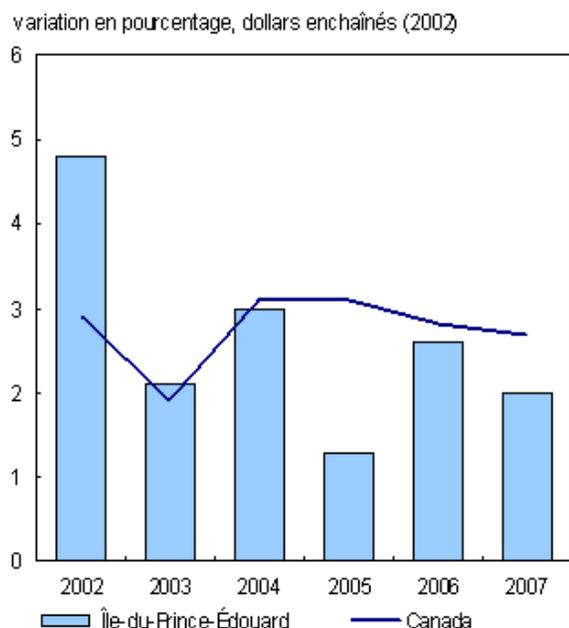
Les industries du transport ont profité de la santé globale de l'économie. Les camionneurs ont transporté plus de biens, tant pour le commerce de détail que pour la fabrication. Les livraisons ont suivi la hausse des activités dans le secteur des ressources. Les déplacements aériens à destination et en provenance de la province ont profité de la croissance économique.

Île-du-Prince-Édouard

La fabrication d'aliments et les dépenses de consommation stimulent l'économie

L'économie de l'Île-du-Prince-Édouard a ralenti en 2007, progressant de 2,0 %, comparativement à 2,6 % l'année précédente malgré une reprise des activités de fabrication.

Graphique 3-a Le PIB de l'Île-du-Prince-Édouard



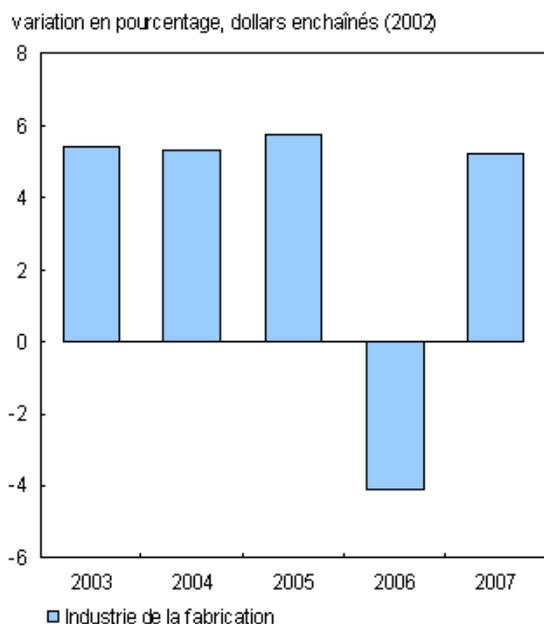
Une hausse marquée de la transformation des aliments dans la province a contribué à une augmentation de 5,2 % de la fabrication en 2007. Les effets d'une baisse l'année précédente ont ainsi été contrebalancés. L'activité renouvelée dans le secteur de la fabrication a alimenté les exportations, celles-ci ayant augmenté plus rapidement que la moyenne nationale pour la deuxième année d'affilée. Les bénéfices des sociétés ont continué d'augmenter, après une importante hausse en 2006.

Les industries primaires ont enregistré des résultats variés pendant l'année. La pêche a connu sa deuxième année consécutive de forte croissance. Toutefois, la production des cultures agricoles a perdu du terrain au cours de l'année, avec un moins grand nombre d'acres ensemencés que l'année précédente.

Les habitants de l'île ont intensifié leurs achats en 2007, les dépenses personnelles ayant augmenté de 4,8 %. Les hausses des dépenses ont été généralisées et les achats de véhicules automobiles ont affiché une augmentation marquée. L'investissement en bâtiments résidentiels a aussi repris, après deux années de baisse. Le revenu du travail a affiché sa hausse la plus forte depuis 2003.

EN PERSPECTIVE...

Graphique 3-b Reprise de la fabrication en 2007



Le PIB du secteur de la fabrication a connu une croissance stable au cours des dernières années, sauf en 2006. La fabrication d'aliments a repris en 2007 et a soutenu l'économie de la province.

L'activité de construction non résidentielle a connu une baisse en 2007, en raison de l'achèvement de plusieurs grands projets commerciaux. Toutefois, l'investissement en machines et matériel, tant par les administrations publiques que par les entreprises, a fait un bond. Les composantes d'un nouveau parc d'éoliennes sur l'île ont contribué à cette hausse. Les importations ont connu une croissance de 5,0 %, de pair avec des dépenses intérieures plus fortes.

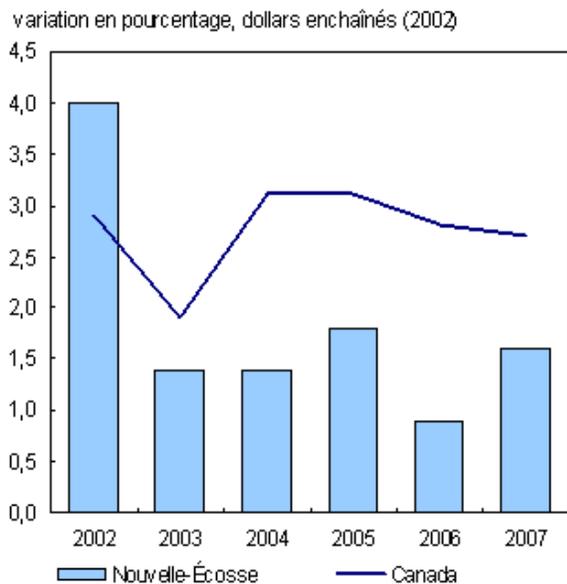
La croissance du secteur de l'hébergement a ralenti en 2007. Les services des administrations publiques ont connu un ralentissement considérable par rapport à l'année précédente, particulièrement dans le cas de l'administration provinciale. La croissance des autres industries de services est demeurée faible, même si les arts et spectacles ont connu un regain de croissance.

Nouvelle-Écosse

Les services contribuent à stabiliser la croissance

L'économie de la Nouvelle-Écosse a progressé de 1,6 % en 2007, comparativement à une hausse de 0,9 % en 2006. Il s'agit de la cinquième année consécutive de croissance inférieure à la moyenne nationale pour l'économie de la province. Les industries productrices de services ont fait progresser l'économie de la province, alors que les producteurs de biens ont enregistré des résultats variés.

Graphique 4-a Le PIB de la Nouvelle-Écosse

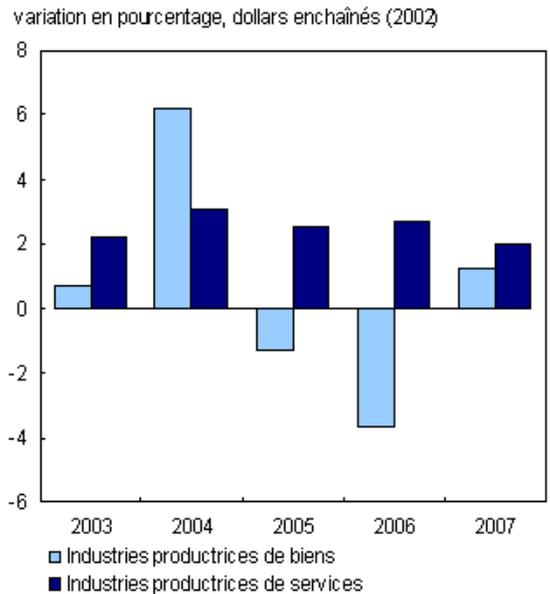


Les industries du commerce de détail et du commerce de gros ont stimulé l'économie de la Nouvelle-Écosse en 2007. Le commerce de détail a été stimulé par une augmentation de 3,0 % des dépenses de consommation, la plus importante depuis 2002. Une hausse de l'emploi a été à l'origine d'une augmentation de 4,4 % du revenu du travail. Le commerce de gros a progressé, l'activité économique s'étant généralement accélérée par rapport à l'année précédente. Les services financiers ont aussi augmenté. Les industries de services ont joué un rôle stabilisateur dans l'économie de la province au cours des cinq dernières années.

Les industries productrices de biens ont progressé pour la première fois en trois ans, même si les résultats ont été variés selon l'industrie. L'augmentation de l'extraction dans le champ de l'île de Sable a stimulé l'extraction pétrolière et gazière, qui a repris après un recul majeur en 2006. Une hausse marquée de la production d'électricité a été à l'origine de la première augmentation dans le secteur des services publics en quatre ans. L'augmentation qu'a connue l'industrie de la foresterie n'a pas été suffisante pour contrebalancer la baisse importante qui s'est produite en 2006.

EN PERSPECTIVE...

Graphique 4-b Les industries productrices de biens progressent légèrement



Les baisses observées dans l'extraction de pétrole et de gaz, la foresterie et la fabrication ont atténué la croissance en 2005 et 2006. Toutefois, la stabilité du secteur des services a permis à l'économie de continuer de progresser tout au long de cette période. Le PIB des industries productrices de biens ont profité d'une reprise de la production pétrolière et gazière en 2007.

Les exportations ont progressé, après avoir diminué l'année précédente, en raison des livraisons de gaz naturel. Toutefois, le secteur de la fabrication a affiché sa troisième baisse d'affilée en 2007. Un recul dans la fabrication de vêtements, de produits en plastique et en caoutchouc, ainsi que de matériel de transport, n'a été contrebalancé qu'en partie par une reprise de la fabrication du papier.

L'activité dans le secteur de la construction a fléchi au cours de l'année, les entreprises ayant réduit leur investissement en ouvrages non résidentiels, après l'augmentation en flèche de 23 % en 2006. La baisse est le résultat d'une réduction des travaux de mise en valeur dans le secteur de l'extraction de pétrole et de gaz. L'investissement en bâtiments résidentiels a connu une hausse légère, malgré un léger recul dans les mises en chantier. L'investissement en machines et matériel a chuté, les administrations publiques et les entreprises ayant réduit leurs achats.

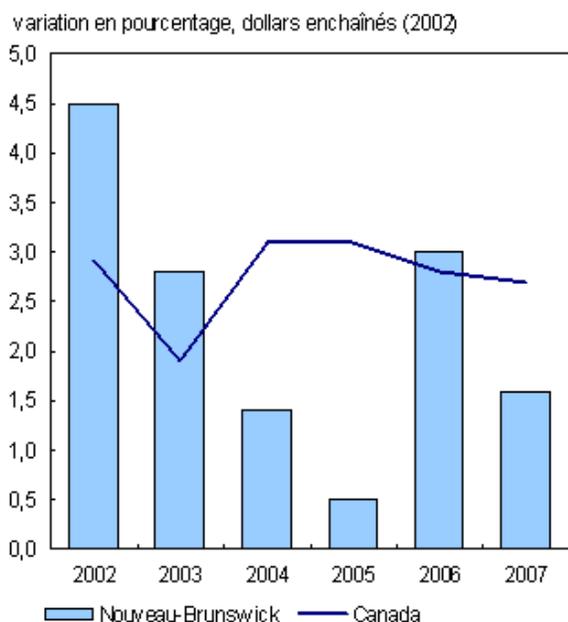
Les industries du transport ont reflété la faible croissance dans la province, bien que le transport par pipeline a fait un bond, en raison de l'augmentation de la production à l'île de Sable. Les services de santé et d'enseignement ont ralenti.

Nouveau-Brunswick

L'économie enregistre une croissance modérée en 2007

L'économie du Nouveau-Brunswick a enregistré une croissance plus lente en 2007, progressant de 1,6 %. Cela faisait suite à une hausse vigoureuse de 3,0 % en 2006 et à une augmentation plus faible de 0,5 % en 2005. Le secteur de la fabrication a reculé au cours de l'année, tandis que la construction a continué de progresser.

Graphique 5-a Le PIB du Nouveau-Brunswick



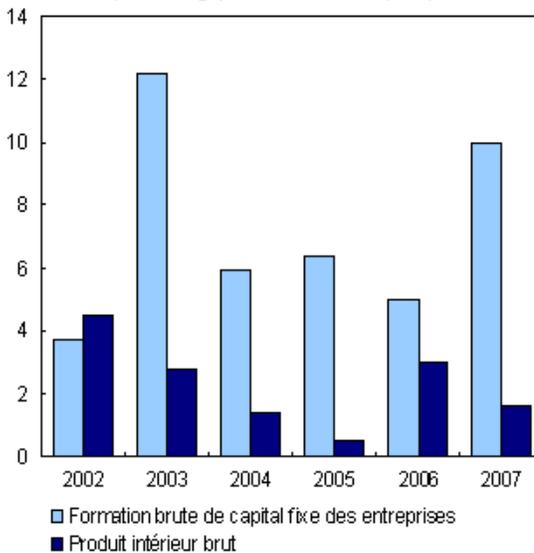
La construction a enregistré sa deuxième croissance annuelle consécutive à deux chiffres. Les grands projets de construction, y compris la centrale nucléaire de Point Lepreau et l'installation de gaz naturel liquéfié Canaport à Saint-Jean, ont alimenté l'investissement en construction non résidentielle. L'investissement en construction résidentielle a aussi connu une importante hausse, les mises en chantier ayant augmenté.

La croissance de l'emploi a été la plus forte parmi les provinces à l'est du Québec, ce qui a entraîné une réduction du taux de chômage, qui s'est établi à son niveau le plus bas en 32 ans. Avec l'amélioration de la situation du marché du travail, le revenu personnel disponible a progressé de 4,3 %. Les dépenses personnelles étaient aussi en hausse de 4,3 %, l'augmentation la plus marquée depuis 1984. Les dépenses en biens durables ont fait un bond, en raison de l'augmentation des achats de véhicules automobiles.

EN PERSPECTIVE...

Graphique 5-b L'investissement des entreprises alimente l'économie

variation en pourcentage, dollars enchaînés (2002)



L'investissement des entreprises a été un moteur de l'économie au cours des cinq dernières années. Avec la faiblesse des autres catégories de dépenses, les dépenses en investissement, particulièrement dans la construction non résidentielle, a permis à l'économie de continuer de progresser.

Après une hausse en 2006, la fabrication a diminué de 4,7 % en 2007. Les baisses ont été généralisées, 14 des 21 sous-groupes ayant reculé. La fabrication de produits en bois a connu une baisse marquée, les scieries ayant perdu du terrain pour la septième année consécutive. La fabrication de produits textiles et de machines a aussi diminué de façon marquée.

Les exportations étaient en hausse au cours de l'année, après une baisse en 2006. La production forestière a chuté, ce qui correspond à une baisse généralisée dans l'ensemble du pays pour cette industrie. Le transport a souffert de cette production plus faible et a stagné au cours de l'année. Les bénéfices des sociétés ont augmenté légèrement (+0,4 %), après une hausse importante en 2006.

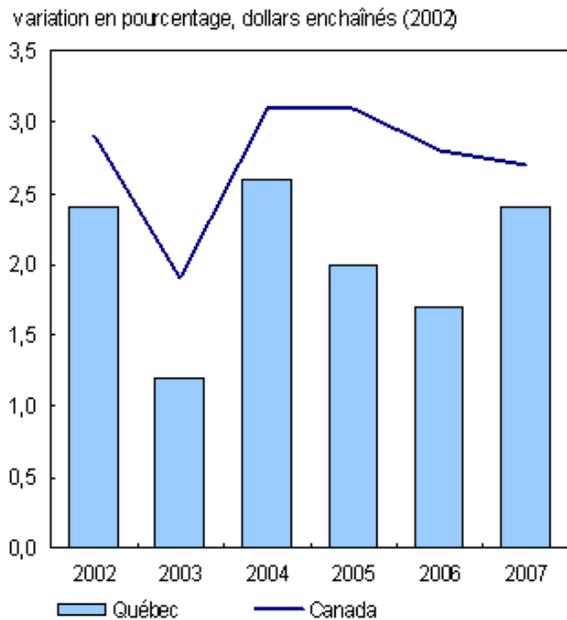
Mis à part le commerce de détail et le secteur financier, les industries de services ont généralement connu une faible croissance. Les administrations publiques (+1,5 %) ont augmenté au même rythme qu'au cours des deux dernières années.

Québec

L'activité dans le secteur de la construction soutient la croissance économique

L'économie du Québec a crû de 2,4 % en 2007, ce qui est juste en deçà de la moyenne nationale. La construction et les dépenses personnelles ont stimulé l'économie. La demande intérieure finale a progressé de 4,7 %.

Graphique 6-a Le PIB du Québec



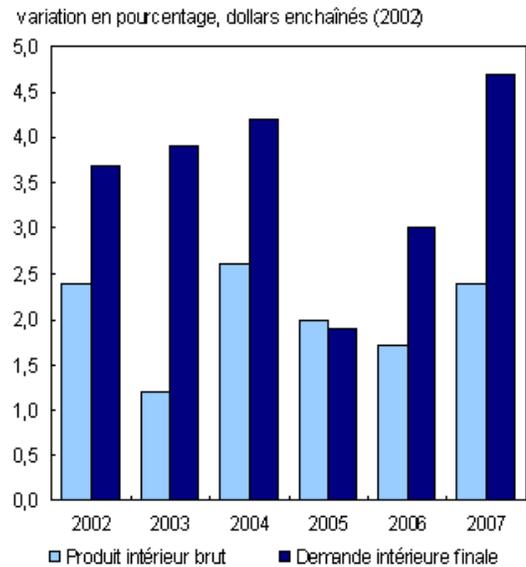
L'activité dans le secteur de la construction a été généralisée, plusieurs grands projets de génie civil, notamment des projets de centrales hydroélectriques menant la marche. L'investissement en construction résidentielle a augmenté en 2007, ce qui a plus que contrebalancé deux années de baisse. Le secteur financier a profité du marché actif de revente de maisons. Les courtiers en valeurs mobilières ont aussi affiché des hausses importantes.

La croissance de l'emploi a été forte, le taux de chômage ayant diminué pour la quatrième année consécutive. La vigueur du marché du travail a été à l'origine d'une hausse de 5,8 % du revenu du travail, la plus importante depuis 2000. Un important règlement au chapitre de l'équité en matière d'emploi des fonctionnaires a aussi contribué à rehausser la rémunération des salariés. Les dépenses personnelles ont connu leur hausse la plus forte (+4,6 %) depuis 1985. Une croissance similaire dans les secteurs du commerce de détail et du commerce de gros a reflété l'intensification de l'activité des consommateurs.

Malgré la force du dollar canadien, l'industrie de la fabrication, de même que les exportations, ont progressé légèrement. La fabrication liée à la construction, comme celle de ciment et de produits métalliques, a augmenté.

EN PERSPECTIVE...

Graphique 6-b La demande intérieure stimule l'économie



Alors que les exportations ont connu une croissance modérée au cours des quatre dernières années, la demande intérieure a stimulé l'économie et elle s'est accélérée en 2007. Les hausses marquées des dépenses personnelles et de l'investissement des entreprises ont fait en sorte que la croissance économique a été la plus rapide depuis 2004.

Les carnets de commande d'aliments, de produits aérospatiaux et de la construction navale étaient aussi pleins. Inversement, la fabrication de produits pharmaceutiques a chuté abruptement. La fabrication de textiles et de vêtements, de même que celle de produits en bois, ont poursuivi la tendance à la baisse qu'elles avaient amorcée il y a quelques années.

La foresterie a diminué pour la troisième année consécutive, un ralentissement de la construction de maisons aux États-Unis ayant continué de malmener ce secteur. L'extraction minière a été stimulée par les activités d'exploration et l'augmentation de l'extraction de minerais métalliques. Cela a marqué une reprise majeure par rapport aux baisses importantes enregistrées en 2004 et 2005.

La production des services publics a augmenté de 3,6 %, reprenant après avoir connu de mauvais résultats en 2006. La production des cultures agricoles était en hausse, tout comme les prix des produits de base. Le revenu comptable net au titre de la production agricole a augmenté, pour s'établir à son niveau le plus élevé en trois ans.

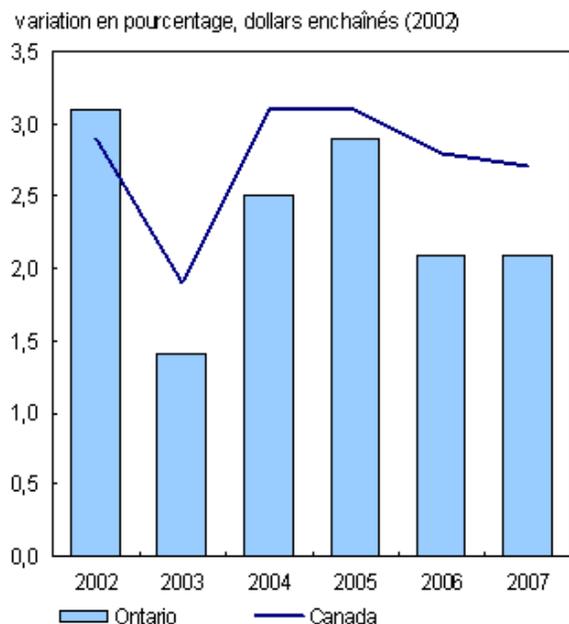
Les services d'enseignement et les soins de santé ont progressé de 2,1 %, plus rapidement que les administrations publiques.

Ontario

La fabrication atténue la croissance

L'économie de l'Ontario a progressé à un rythme plus lent que la moyenne nationale en 2007, le PIB réel ayant augmenté de 2,1 %, soit le même rythme que l'année précédente. Les difficultés se sont poursuivies dans le secteur de la fabrication, qui a enregistré sa troisième baisse consécutive.

Graphique 7-a Le PIB de l'Ontario



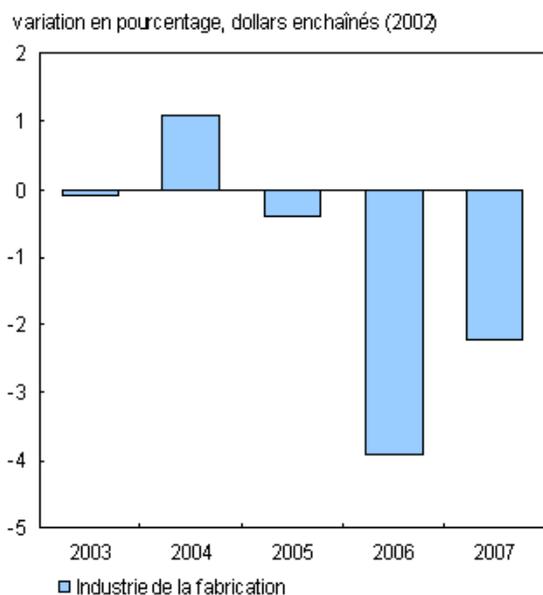
Le repli de la fabrication a été généralisé, 16 des 21 sous-groupes ayant enregistré des diminutions. Le dollar canadien plus fort a continué de causer des difficultés aux producteurs. Les fabricants de matériel de transport ont été particulièrement durement touchés, avec une baisse de 2,8 %. Les fermetures d'usines ont eu des répercussions sur l'ensemble de l'industrie des pièces de véhicules automobiles, les marchés d'exportation s'étant repliés. En revanche, les fabricants de machinerie et de produits informatiques et électroniques, qui incluent le matériel de communication sans fil, ont affiché de bons résultats. Une légère augmentation des exportations internationales de biens n'a pas été suffisante pour compenser un recul des exportations interprovinciales de biens.

L'économie a continué de produire des emplois, le revenu du travail ayant progressé de 4,7 %, ce qui correspond aux hausses enregistrées au cours des quatre années précédentes. Les grossistes ont été affectés par la baisse qui a touché le secteur de la fabrication, mais ils ont tout de même réussi à afficher une croissance de 3,2 %.

L'activité dans le secteur de la construction a continué d'être une source de vigueur pour l'économie ontarienne,

EN PERSPECTIVE...

Graphique 7-b Poursuite de la baisse de la fabrication



La faiblesse généralisée observée dans le PIB du secteur de la fabrication a continué de ralentir l'économie de l'Ontario en 2007. Globalement, la croissance du PIB réel de la province est inférieure à la moyenne nationale depuis 2003.

avec des hausses importantes dans les projets d'ingénierie et dans la réparation ainsi qu'une légère augmentation de la construction résidentielle. L'investissement en machines et matériel a ralenti, mais la croissance est demeurée robuste.

Même si la production des industries productrices de biens a chuté, les industries de services ont poursuivi leur croissance. Dans le secteur financier, l'activité sur le marché de la revente de maisons, combinée à une activité intense sur les marchés boursiers, ont contribué à faire progresser les banques et les courtiers en valeurs mobilières. Les agences immobilières et les avocats ont aussi profité de la vigueur du marché de l'habitation. Les services administratifs et professionnels ont connu des hausses modérées de production. Les sociétés et les agents d'assurance ont quant à eux connu de légères diminutions.

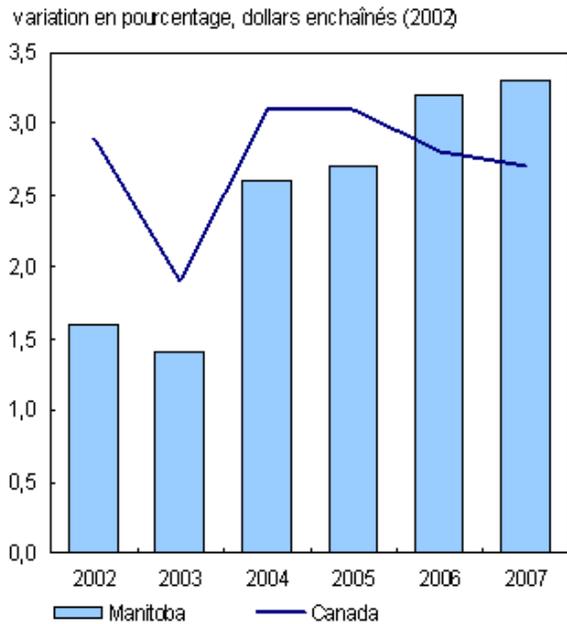
Les activités dans les soins de santé, les services d'enseignement et les administrations publiques ont tous enregistré une croissance modérée. La seule exception digne de mention est l'administration fédérale (excluant les services de défense), qui a progressé de 0,5 % seulement.

Manitoba

Une autre bonne année pour l'économie du Manitoba

L'économie du Manitoba a crû de 3,3 % en 2007, soit la deuxième année consécutive de croissance supérieure à la moyenne nationale. L'activité dans le secteur de la construction a stimulé la croissance économique.

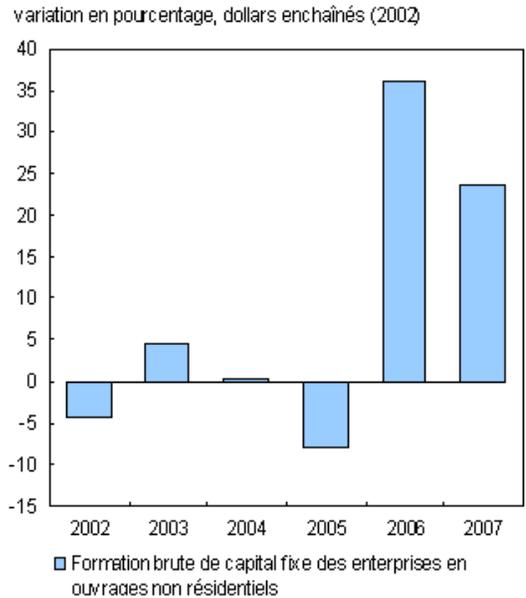
Graphique 8-a Le PIB du Manitoba



La construction au Manitoba a maintenu des niveaux record en 2007, affichant une croissance à deux chiffres pour la deuxième année consécutive. La poursuite des travaux d'expansion de l'aéroport de Winnipeg et du canal de dérivation de la rivière Rouge, combinée à la construction du barrage Wuskwatim, ont fait progresser l'industrie, l'investissement en construction non résidentielle ayant bondi pour une deuxième année d'affilée. L'investissement en construction résidentielle a augmenté de 5,5 %, soit la huitième hausse consécutive.

EN PERSPECTIVE...

Graphique 8-b Les dépenses en construction non résidentielle bondissent



La montée en flèche de l'investissement dans les ouvrages non résidentiels a stimulé la croissance économique au cours des deux dernières années et a fait en sorte que l'économie a progressé plus rapidement que la moyenne nationale.

Le secteur minier a continué d'augmenter, faisant suite à une augmentation marquée enregistrée en 2006, l'exploration étant montée en flèche. L'extraction de pétrole et de gaz a connu des hausses, tandis que l'extraction de minerai métallique a diminué légèrement, après une augmentation importante l'année précédente. La fonte de minerai en aval a contribué à rehausser fortement le secteur de la première transformation des métaux et a contribué au taux de croissance le plus élevé du secteur de la fabrication dans son ensemble depuis 2000. Les industries productrices de biens ont crû plus rapidement que les industries productrices de services pour la troisième année consécutive.

L'activité économique plus forte a entraîné une hausse de 4,3 % des exportations. Les exportations de produits agricoles et de matériel de transport ont affiché des hausses marquées. Les bénéfices des sociétés ont connu une nouvelle hausse à deux chiffres, profitant des prix élevés des produits de base.

Le revenu personnel disponible a fait un bond de 6,4 %, en raison d'un marché du travail vigoureux. Le taux de chômage est demeuré faible, les hausses de l'emploi ayant accéléré. Les dépenses personnelles ont progressé à leur rythme le plus rapide (+5,0 %) depuis 1984.

Les camionneurs ont profité de l'activité accrue dans le commerce de détail et la fabrication. Le transport par rail a affiché une hausse modérée, malgré une légère baisse de la production des cultures agricoles. Le transport aérien a aussi contribué à l'augmentation de l'activité du transport.

Les banquiers, les avocats et les architectes ont profité de l'essor continu du marché de l'immobilier au Manitoba. Particulièrement, les coopératives de crédit et caisses populaires locales ont augmenté plus rapidement que l'activité dans le secteur bancaire dans son ensemble. Les sociétés d'assurance ont progressé légèrement en 2007, tandis que les courtiers en valeurs mobilières et les courtiers en marchandises ont connu une autre bonne année.

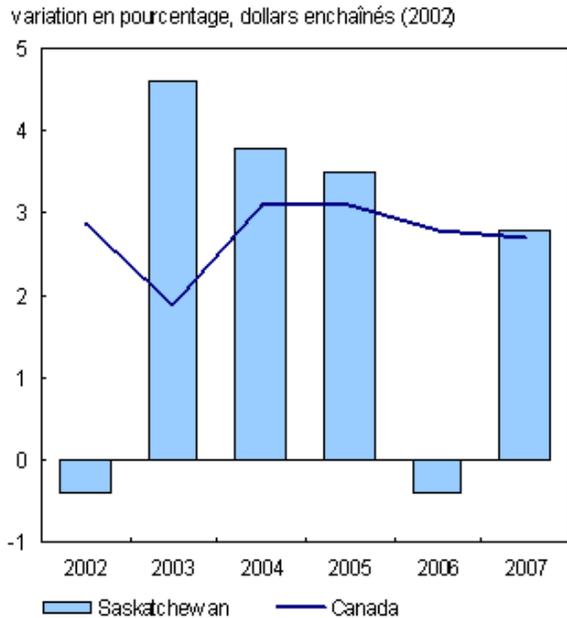
La croissance des services d'enseignement s'est accélérée par rapport à celle de 2006. L'activité des administrations publiques a été similaire à celle enregistrée en 2006, avec une hausse de 0,5 %.

Saskatchewan

L'activité minière stimule l'économie de la Saskatchewan

L'économie de la Saskatchewan a progressé de 2,8 % en 2007, après avoir reculé (-0,4 %) en 2006. L'extraction minière, les services financiers, le commerce de détail et le commerce de gros ont stimulé l'économie.

Graphique 9-a Le PIB de Saskatchewan



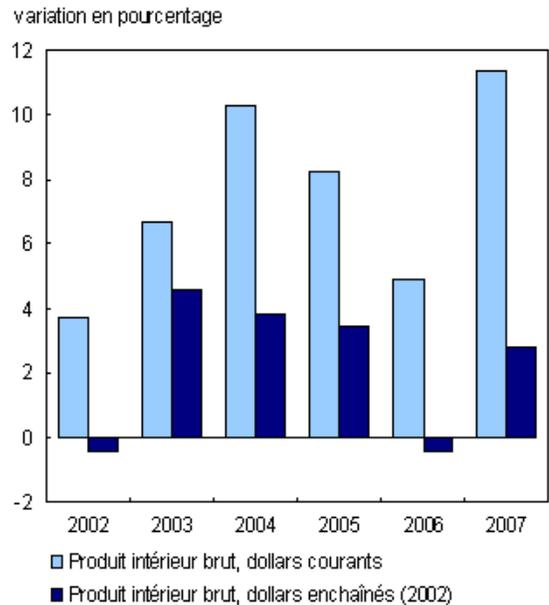
L'augmentation en flèche des prix des produits de base a contribué à renflouer les coffres des producteurs de ces produits, les effets se faisant sentir dans l'ensemble de l'économie. Les bénéfices des sociétés ont fait un bond, tandis que le revenu du travail a augmenté de 7,8 %.

La population de la Saskatchewan a connu une croissance de 1,2 %, la première augmentation significative depuis 1996, ce qui a contribué encore davantage à stimuler l'économie. L'emploi total a augmenté de 2,0 %, soit le meilleur résultat depuis 1997. Le taux de chômage a diminué, pour s'établir à 4,2 %, le taux le plus faible depuis 1979.

La forte croissance du revenu du travail a alimenté les dépenses de consommation pour une vaste gamme de biens et services. Les dépenses personnelles ont progressé de 6,4 %, ce qui correspond au taux le plus élevé au Canada, à égalité avec l'Alberta. Les biens durables ont stimulé les dépenses, en raison d'un bond des ventes de véhicules automobiles, ainsi que de meubles et d'autres articles ménagers. L'investissement

EN PERSPECTIVE...

Graphique 9-b Montée en flèche des revenus en raison des prix élevés des produits de base



La disparité grandissante entre les mesures du PIB en dollars courants et en dollars enchaînés de 2002 est le résultat des prix élevés des produits de base produits dans la province. En 2007, les augmentations des prix des récoltes et des autres produits de base, comme la potasse et le pétrole, se sont combinées et ont créé cet écart.

des entreprises en construction résidentielle a connu une hausse marquée, les mises en chantier et les prix de ces nouvelles maisons ayant monté en flèche.

La vigueur du marché de l'habitation a stimulé la demande de services financiers. Les services d'hébergement et les services de restauration ainsi que les débits de boissons ont aussi profité de cette reprise économique. La production des administrations publiques a stagné, l'activité de l'administration fédérale dans la province ayant diminué.

Le secteur minier a profité des prix record, la production ayant bondi en 2007. L'exploitation de potasse a repris, après une baisse marquée l'année précédente. L'activité du commerce de gros a fait un bond de 8,8 %. La production de pétrole et de gaz naturel a diminué pour la quatrième année d'affilée.

Les prix élevés des céréales ont stimulé les revenus tirés des récoltes, mais les marges des éleveurs ont été réduites, en raison des prix plus faibles des produits et de l'augmentation des coûts des intrants. La production des cultures agricoles a diminué, mais pas de façon aussi marquée qu'en 2006.

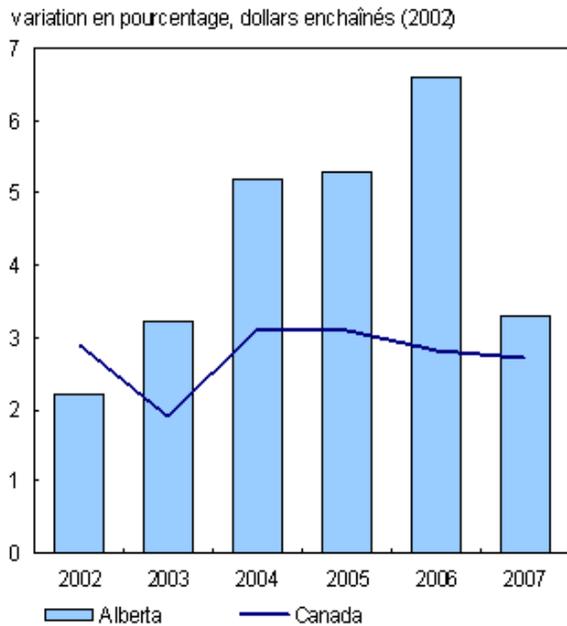
Globalement, l'activité dans le secteur de la construction a diminué légèrement, la robustesse de la construction résidentielle ayant été contrebalancée par une baisse de la construction non résidentielle. Les fabricants ont dû lutter dans un marché difficile. Après de nombreuses années de croissance fulgurante, la production des fabricants de produits de première transformation des métaux a diminué de façon marquée. La production de produits en bois a aussi connu une baisse. La production accrue de machines, particulièrement dans le domaine agricole, a contrebalancé en partie ces baisses.

Alberta

L'économie continue de progresser, malgré le ralentissement des activités d'extraction de pétrole et de gaz

L'économie de l'Alberta a progressé de 3,3 % en 2007, un ralentissement par rapport au taux de croissance beaucoup plus élevé enregistré au cours des trois années précédentes, mais à un taux toujours supérieur à la moyenne nationale. Un recul dans l'exploration pétrolière et gazière a contribué à atténuer la croissance.

Graphique 10-a Le PIB de l'Alberta

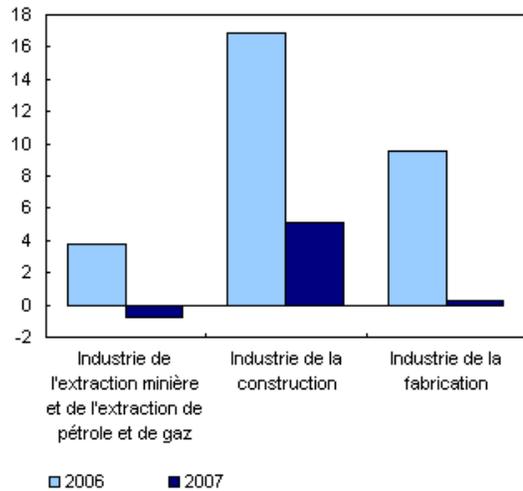


La forte croissance démographique et le marché du travail serré ont continué à faire augmenter le revenu personnel et, par conséquent, les dépenses personnelles. La croissance de l'emploi a été la plus forte au Canada. Le revenu du travail a enregistré sa troisième année d'augmentation supérieure à 11 %, et l'épargne personnelle est demeurée la plus élevée au pays. Les dépenses personnelles ont progressé de 6,4 %. Même si elle a été plus faible qu'au cours des deux dernières années, la hausse correspondait néanmoins à égalité avec la plus élevée au Canada. L'activité du commerce de gros a aussi ralenti, mais s'est quand même située bien au-dessus de la moyenne nationale.

EN PERSPECTIVE...

Graphique 10-b La baisse de l'exploration contribue au ralentissement de la croissance

variation en pourcentage, dollars enchaînés (2002)



La baisse de l'exploration minière et de l'exploration pétrolière et gazière en 2007 a touché d'autres secteurs de l'économie. Le PIB de l'industrie de la construction, qui continue de progresser à un rythme vigoureux, a ralenti sensiblement par rapport à l'année précédente. Le PIB du secteur de la fabrication, particulièrement les activités liées à l'industrie minière et à l'industrie pétrolière et gazière, a connu un ralentissement marqué.

L'investissement des administrations publiques en infrastructures s'est maintenu à un rythme vigoureux, ayant progressé de plus de 20 % pour la quatrième année consécutive. La croissance est demeurée forte dans les services de santé, les services d'enseignement et les administrations publiques. La croissance des dépenses courantes en biens et services des administrations publiques a été la plus forte au pays.

L'extraction de pétrole et de gaz a ralenti en 2007, par suite de l'activité plus faible dans le secteur du gaz naturel. L'activité d'exploration a diminué de façon marquée. L'activité dans le secteur de la fabrication est demeurée à peu près inchangée pour l'année, la production liée au pétrole et au gaz, particulièrement celle de machines, ayant enregistré des baisses. La fabrication de produits chimiques a aussi été durement touchée. Une hausse importante de la production de béton a contribué à contrebalancer ces baisses. Les exportations ont progressé, mais à un rythme plus lent qu'en 2006. Les bénéfices des sociétés ont augmenté, après un léger recul l'année précédente.

La croissance de l'activité dans le secteur de la construction a aussi diminué considérablement, après un essor de trois ans, reflétant principalement la baisse dans le forage. La construction dans le secteur pétrolier et gazier s'est repliée, en raison du ralentissement de l'industrie. L'investissement dans la construction résidentielle a diminué, malgré la croissance de la population qui demeure élevée.

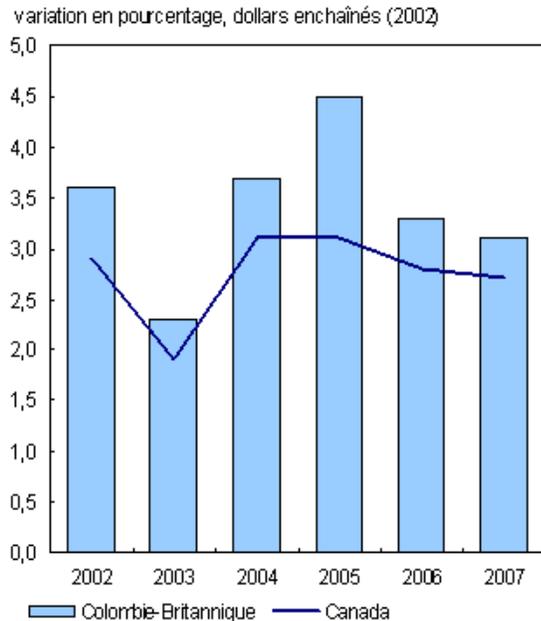
Les industries de services ont affiché des hausses généralisées, mais généralement plus faibles qu'en 2006. Les industries de la finance ont connu des résultats particulièrement bons, tandis que les services d'hébergement et de restauration ont progressé de façon modérée. Les industries du transport ont eu des résultats ternes, le ralentissement dans le secteur pétrolier ayant entraîné une réduction des besoins de livraison. L'activité des pipelines a diminué et la croissance du secteur du transport par camion s'est située au tiers de celle de l'année précédente. Le transport aérien a continué de progresser, mais à un rythme plus lent qu'en 2006.

Colombie-Britannique

Les dépenses personnelles contribuent à la croissance de l'économie

L'économie de la Colombie-Britannique a progressé de 3,1 % en 2007, ce qui est inférieur aux taux enregistrés les trois années précédentes, mais toujours au-dessus de la moyenne nationale. Les fortes dépenses personnelles ont contribué à la progression de l'économie.

Graphique 11-a Le PIB de la Colombie-Britannique



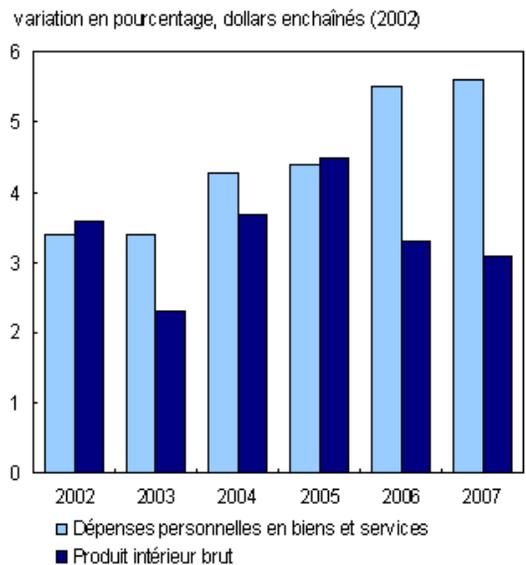
Les dépenses personnelles ont augmenté de 5,6 %, la vigueur du marché du travail ayant continué de stimuler la confiance des consommateurs. L'emploi a connu sa troisième année de croissance consécutive supérieure à 3 %, tandis que le taux de chômage a continué de diminuer. Pour la quatrième année consécutive, la croissance du revenu du travail a été supérieure à 6 %. L'activité économique dans le commerce de gros et le commerce de détail a été à l'image de cette conjoncture dynamique, avec des hausses de 7,0 %.

La construction a augmenté en 2007, mais à un taux moindre que celui enregistré lors de chacune des quatre années précédentes. Le taux de croissance de l'investissement des entreprises en bâtiments résidentiels a été réduit de plus de moitié, s'établissant à 3,5 %. L'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels a diminué pour la première fois depuis 2002, en raison de l'achèvement de plusieurs projets liés aux Jeux Olympiques. D'autres projets, comme la ligne de transport rapide et le Village olympique de Vancouver, sont toujours en cours.

Le secteur des produits forestiers a nui à l'économie. Les effets d'un ralentissement prolongé de la construction résidentielle aux États-Unis se sont fait sentir dans

EN PERSPECTIVE...

Graphique 11-b Les dépenses personnelles soutiennent l'économie au cours des deux dernières années



Même si les exportations et les bénéfices des sociétés ont diminué en 2007, la croissance de l'économie est demeurée supérieure à la moyenne nationale, les dépenses personnelles s'étant accélérées. La forte croissance de la population et du revenu personnel a contribué à la vigueur de la demande de biens et de services.

l'ensemble du secteur. La foresterie et l'exploitation forestière ont diminué de façon marquée, et la fabrication dans le secteur forestier, particulièrement la production des scieries, a affiché des baisses importantes. En raison de ces baisses d'activité, les secteurs du transport et de l'entreposage ont connu des ralentissements.

Les bénéfices des sociétés, tout comme les exportations, ont diminué. Il s'agit de la seule province au Canada où les bénéfices ont diminué en 2007.

L'extraction minière était en baisse dans la province, les livraisons du secteur de l'extraction de minerais métalliques ayant chuté. Le secteur de l'agriculture a été stimulé par une augmentation de la production de fruits.

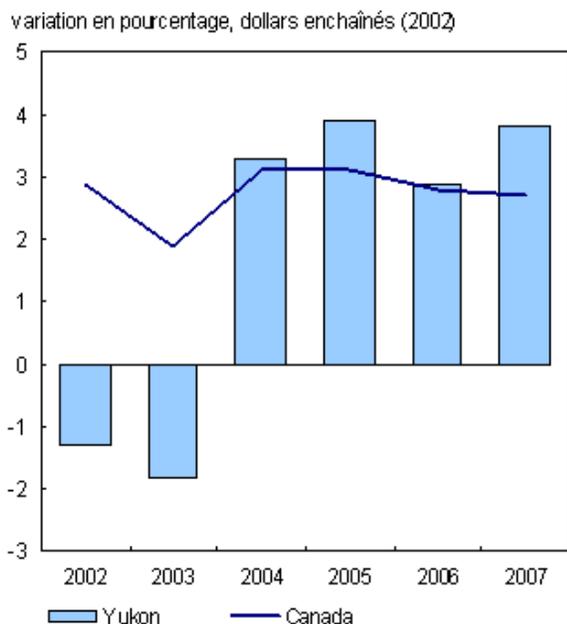
Les services ont soutenu l'économie en 2007, avec une croissance généralisée. La croissance des services professionnels, particulièrement les services d'architecture, a été le reflet de l'activité de construction. Un ralentissement de la croissance des services d'hébergement et de restauration a correspondu à une baisse du nombre de visiteurs internationaux dans la province. Les services des administrations publiques ont progressé de 3,6 %, tous les niveaux ayant contribué.

Yukon

La construction et l'extraction minière stimulent l'économie

L'économie du Yukon a progressé de 3,8 % en 2007, en hausse par rapport à l'année précédente et à un taux supérieur à la moyenne nationale. La construction et l'ouverture d'une nouvelle mine ont été les principales sources de cette croissance.

Graphique 12-a Le PIB du Yukon



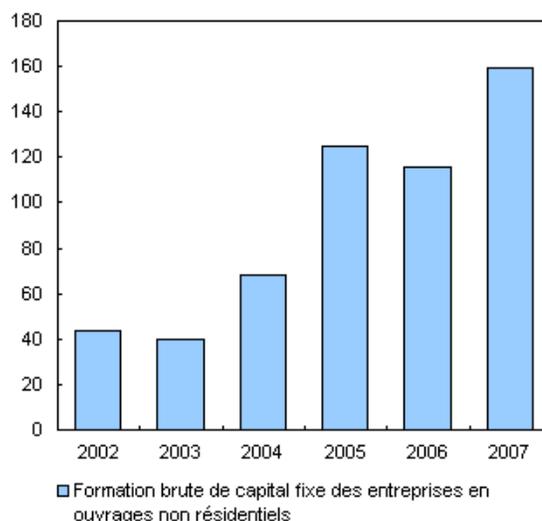
L'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels a augmenté de façon marquée en 2007, à un taux supérieur à 35 %. L'achèvement d'une mine de cuivre et d'or ainsi que la construction d'une autoroute et d'un pont, ont stimulé l'investissement. La construction résidentielle a repris après une baisse l'année précédente. L'investissement en machines et matériel a diminué, en raison de l'achèvement de la nouvelle mine.

Par suite de l'achèvement de la mine de cuivre et d'or, les livraisons de minerais métalliques ont fait un bond. Le transport par camion a progressé, en raison de l'activité économique accrue. Les exportations étaient en hausse pour une deuxième année consécutive. Les bénéfices des sociétés ont progressé fortement, en raison de l'activité de la nouvelle mine. Les activités de soutien à l'extraction minière, y compris l'exploration, ont continué d'augmenter, atteignant un niveau cinq fois plus élevé qu'en 2002.

EN PERSPECTIVE...

Graphique 12-b L'investissement des entreprises est le moteur de l'économie

millions de dollars enchaînés (2002)



L'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels a été un élément moteur de l'économie du territoire au cours des dernières années, ayant atteint un niveau presque quatre fois supérieur à celui de 2002. L'industrie minière a été la principale source de cet investissement.

Le revenu personnel disponible a progressé de 9,0 %, après être demeuré à peu près inchangé en 2006. En raison de l'augmentation du revenu disponible, les dépenses personnelles ont augmenté de 5,4 %, au même rythme que l'année précédente. Les importations se sont accélérées pour suivre l'augmentation de la demande intérieure.

Le Yukon a été l'hôte des Jeux d'hiver du Canada en 2007, le plus grand événement sportif jamais tenu dans le territoire. Les services d'hébergement et de restauration ont été stimulés par l'événement.

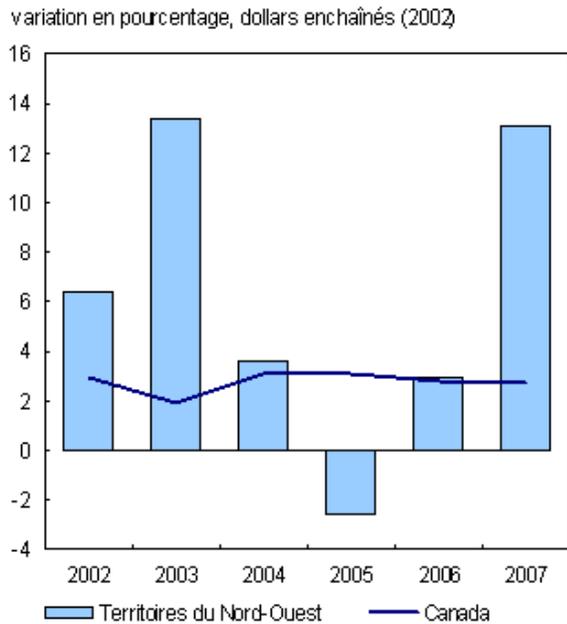
Les dépenses courantes des administrations publiques en biens et services, qui constituent une part importante de l'économie du territoire, ont ralenti. Les services des administrations publiques représentent près du quart de la production totale de l'économie du Yukon.

Territoires du Nord-Ouest

L'extraction de diamants contribue à la forte croissance

L'économie des Territoires du Nord-Ouest a fait un bond de 13,1 % en 2007. Les mines de diamants et la construction ont stimulé la production économique.

Graphique 13-a Le PIB des Territoires du Nord-Ouest



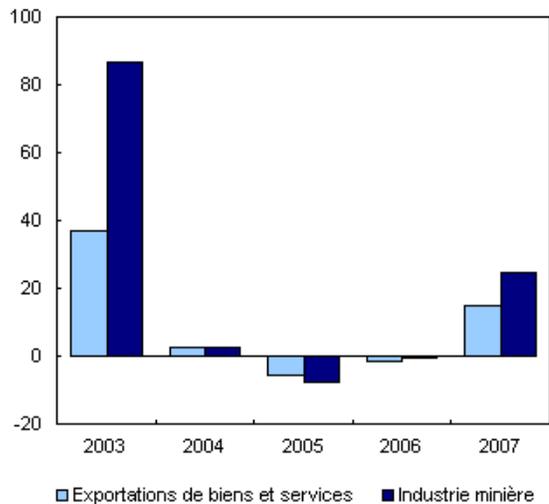
Les mines de diamants ont continué d'être le moteur de l'économie du territoire. Même si les prix étaient en baisse, les volumes ont connu une hausse significative, les mines Ekati et Diavik ayant affiché des résultats solides. Une hausse marquée des exportations vers d'autres pays a reflété cette production accrue.

La construction a été un autre moteur important de la croissance, avec une forte progression pour la quatrième année consécutive. Le travail effectué à la mine Snap Lake a contribué dans une large mesure à cette hausse. Les Territoires du Nord-Ouest comptent trois des quatre mines de diamants au Canada. L'investissement dans les hôpitaux, les écoles et d'autres bâtiments et infrastructures gouvernementaux a aussi contribué à la croissance.

EN PERSPECTIVE...

Graphique 13-b L'extraction minière stimule les exportations

variation en pourcentage, dollars enchaînés (2002)



Dans les Territoires du Nord-Ouest, le PIB de l'industrie de l'extraction minière et les exportations vers d'autres pays sont étroitement liées. La production minière est constituée principalement de la production de diamants, qui sont expédiés vers d'autres pays pour être transformés.

L'activité économique dans le secteur minier et dans le secteur de la construction s'est répercutée sur d'autres secteurs de l'économie. Le transport et le commerce de gros ont affiché des hausses importantes.

Les activités de soutien à l'extraction minière ont progressé de plus de 20 %. Cela reflète l'activité permanente d'exploration, particulièrement dans la région de la vallée du Mackenzie. Les hausses de l'emploi ont fait progresser le revenu du travail de 8,7 %. Le commerce de détail a doublé sa croissance par rapport à l'année précédente.

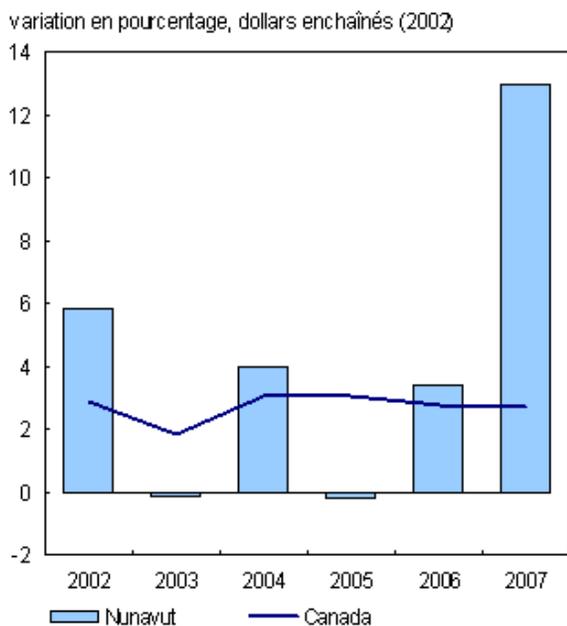
La jeune industrie de la fabrication a connu une autre année décevante, sa production ayant connu une baisse marquée.

Nunavut

La construction stimule l'économie

L'économie du Nunavut a progressé de 13,0 % en 2007, ce qui est de loin supérieur à la croissance de toutes les années précédentes. L'activité dans le secteur de la construction a stimulé l'économie.

Graphique 14-a Le PIB du Nunavut



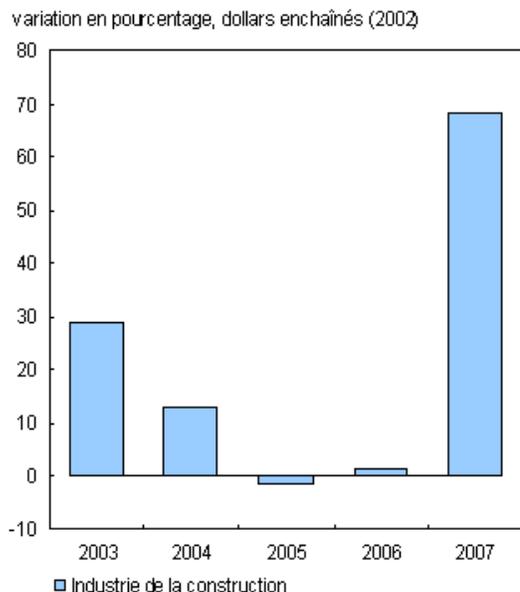
La construction de la mine d'or de Meadowbank a commencé en 2007. Une route pour toutes les conditions climatiques a été construite entre Baker Lake et la mine, ce qui a contribué à rehausser encore plus l'activité dans le secteur de la construction. Plusieurs centres de santé ont aussi été achevés.

L'investissement en construction résidentielle a fait un bond de plus de 60 %, la population jeune et en croissance rapide ayant continué d'exercer une demande sur le marché de l'habitation. L'investissement en machines et matériel, qui sont principalement importés, a monté en flèche. Les importations de biens d'autres pays ont augmenté de plus de 30 %, en raison de l'investissement accru.

Les livraisons de la mine de diamants Jericho ont augmenté et ont alimenté la production du secteur minier, et les exportations ont progressé. Les prix des produits de base sont demeurés élevés et l'activité d'exploration s'est poursuivie à un rythme effréné dans la région.

EN PERSPECTIVE...

Graphique 14-b Montée en flèche de l'industrie de la construction en 2007



Le PIB de l'industrie de la construction a fait un bond en 2007, favorisant une progression de la croissance économique. L'établissement d'une nouvelle mine d'or, ainsi que la construction de routes et la construction résidentielle, ont contribué à cette hausse.

Les bénéfices des sociétés ont plus que doublé par rapport à l'année précédente. Le revenu du travail a connu son taux de croissance le plus rapide depuis 2002, atteignant près de 10 %. Les dépenses de consommation se sont aussi accélérées, progressant de 5,6 %.

Les services des administrations publiques, un soutien important de l'économie, ont stagné pour une deuxième année.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Canada[1]

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	570 008	593 307	621 003	654 957	694 041	737 382	782 290
	4,5	4,1	4,7	5,5	6,0	6,2	6,1
Bénéfices des sociétés avant impôts	127 073	135 229	144 501	169 151	189 357	198 859	210 426
	-6,5	6,4	6,9	17,1	11,9	5,0	5,8
Intérêts et revenus divers de placements	63 366	58 354	62 593	67 032	75 648	79 133	84 139
	-4,9	-7,9	7,3	7,1	12,9	4,6	6,3
Revenu net des entreprises individuelles	68 857	74 292	77 181	81 037	83 636	85 980	89 777
	6,0	7,9	3,9	5,0	3,2	2,8	4,4
Impôts moins subventions	128 521	138 055	140 452	148 836	156 181	161 582	167 082
	0,1	7,4	1,7	6,0	4,9	3,5	3,4
Revenu personnel disponible	669 196	694 010	720 855	758 569	791 486	842 302	889 101
	4,6	3,7	3,9	5,2	4,3	6,4	5,6
Taux d'épargne personnelle[2]	5,2	3,5	2,6	2,9	1,6	2,3	1,5

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	632 781	655 722	675 443	698 138	724 942	755 204	790 593
	2,3	3,6	3,0	3,4	3,8	4,2	4,7
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	219 027	224 428	231 494	237 361	242 557	250 604	259 570
	3,9	2,5	3,1	2,5	2,2	3,3	3,6
Formation brute de capital fixe	221 713	225 174	239 145	257 565	279 345	299 468	311 651
	4,0	1,6	6,2	7,7	8,5	7,2	4,1
Investissements en stocks	-5 555	-2 719	5 786	7 914	13 575	10 198	10 818

Exportations de biens et services	473 474	479 185	468 359	490 931	501 732	505 344	509 995
	-3,0	1,2	-2,3	4,8	2,2	0,7	0,9
Importations de biens et services	421 155	428 301	446 014	483 250	519 435	545 268	576 293
	-5,1	1,7	4,1	8,3	7,5	5,0	5,7
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 120 146	1 152 905	1 174 592	1 210 656	1 247 780	1 282 204	1 316 219
	1,8	2,9	1,9	3,1	3,1	2,8	2,7
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	339 779	346 175	350 817	361 439	371 208	375 489	378 609
	-2,2	1,9	1,3	3,0	2,7	1,2	0,8
Industries productrices de services	701 115	722 590	740 591	765 423	788 924	818 862	846 497
	3,4	3,1	2,5	3,4	3,1	3,8	3,4
Production industrielle	259 607	265 106	265 589	270 592	274 884	274 357	275 236
	-3,5	2,1	0,2	1,9	1,6	-0,2	0,3
Fabrication de biens non durables	75 336	76 612	76 003	75 885	75 800	74 329	72 467
	1,6	1,7	-0,8	-0,2	-0,1	-1,9	-2,5
Fabrication de biens durables	105 759	106 124	105 346	109 695	112 814	112 470	112 506
	-8,0	0,3	-0,7	4,1	2,8	-0,3	0,0
Fabrication	181 084	182 736	181 349	185 504	188 478	186 631	184 756
	-4,2	0,9	-0,8	2,3	1,6	-1,0	-1,0
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	24 674	23 293	25 478	27 685	28 437	27 847	26 930
	-6,1	-5,6	9,4	8,7	2,7	-2,1	-3,3
Construction	55 542	57 775	59 871	63 592	68 527	74 087	77 230
	7,3	4,0	3,6	6,2	7,8	8,1	4,2
Commerce de gros	53 439	55 226	57 767	60 283	63 879	68 383	71 390
	1,8	3,3	4,6	4,4	6,0	7,1	4,4
Commerce de détail	55 234	58 483	60 515	62 870	65 132	69 015	72 915
	5,0	5,9	3,5	3,9	3,6	6,0	5,7

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Terre-Neuve-et-Labrador[1]

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	6 656	6 921	7 388	7 648	7 958	10 266	9 799
	4,7	4,0	6,7	3,5	4,1	29,0	-4,5
Bénéfices des sociétés avant impôts	2 019	3 740	4 516	5 153	6 780	8 120	10 864
	-12,3	85,2	20,7	14,1	31,6	19,8	33,8
Intérêts et revenus divers de placements	783	759	777	854	915	1 165	2 004
	-4,2	-3,1	2,4	9,9	7,1	27,3	72,0
Revenu net des entreprises individuelles	926	964	1 019	1 059	998	1 003	1 030
	-1,1	4,1	5,7	3,9	-5,8	0,5	2,7
Impôts moins subventions	1 690	1 807	1 926	1 990	2 069	2 078	2 139
	4,2	6,9	6,6	3,3	4,0	0,4	2,9
Revenu personnel disponible	9 116	9 381	9 773	10 041	10 397	12 802	12 350
	4,3	2,9	4,2	2,7	3,5	23,1	-3,5
Taux d'épargne personnelle[2]	1,2	-0,1	-0,8	-1,2	-1,5	14,3	5,3

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	8 883	9 145	9 435	9 575	9 718	9 927	10 449
	2,7	2,9	3,2	1,5	1,5	2,2	5,3
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	4 331	4 421	4 555	4 558	4 587	4 695	4 787
	2,6	2,1	3,0	0,1	0,6	2,4	2,0
Formation brute de capital fixe	3 498	3 509	3 731	4 184	4 472	4 511	4 157
	-1,4	0,3	6,3	12,1	6,9	0,9	-7,8
Investissements en stocks	186	-120	91	74	101	123	148

Exportations de biens et services	7 614	10 084	11 043	10 858	10 759	11 332	12 863
	-2,3	32,4	9,5	-1,7	-0,9	5,3	13,5
Importations de biens et services	10 252	10 577	11 434	12 158	12 499	12 932	13 284
	-2,2	3,2	8,1	6,3	2,8	3,5	2,7
Produit intérieur brut aux prix du marché	14 233	16 457	17 419	17 117	17 159	17 719	19 336
	1,6	15,6	5,8	-1,7	0,2	3,3	9,1
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	4 237	6 316	7 058	6 956	6 990	7 314	8 531
	-3,0	49,1	11,7	-1,4	0,5	4,6	16,6
Industries productrices de services	8 339	8 660	8 866	9 049	9 083	9 248	9 494
	2,5	3,8	2,4	2,1	0,4	1,8	2,7
Production industrielle	3 215	5 268	5 999	5 789	5 769	6 048	7 342
	-7,2	63,9	13,9	-3,5	-0,3	4,8	21,4
Fabrication de biens non durables	543	616	665	634	561	581	612
	-6,7	13,4	8,0	-4,7	-11,5	3,6	5,3
Fabrication de biens durables	240	171	243	211	270	189	192
	11,6	-28,8	42,1	-13,2	28,0	-30,0	1,6
Fabrication	776	786	911	863	858	786	820
	-3,6	1,3	15,9	-5,3	-0,6	-8,4	4,3
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	362	367	391	424	395	396	414
	-3,5	1,4	6,5	8,4	-6,8	0,3	4,5
Construction	681	681	666	738	833	875	722
	16,2	0,0	-2,2	10,8	12,9	5,0	-17,5
Commerce de gros	428	435	452	458	452	465	492
	0,2	1,6	3,9	1,3	-1,3	2,9	5,8
Commerce de détail	754	795	819	838	833	851	903
	5,0	5,4	3,0	2,3	-0,6	2,2	6,1

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Île-du-Prince-Édouard[1]

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	1 812	1 904	2 009	2 108	2 188	2 246	2 364
	3,8	5,1	5,5	4,9	3,8	2,7	5,3
Bénéfices des sociétés avant impôts	368	388	354	375	371	425	466
	1,7	5,4	-8,8	5,9	-1,1	14,6	9,6
Intérêts et revenus divers de placements	150	125	122	142	153	156	183
	11,1	-16,7	-2,4	16,4	7,7	2,0	17,3
Revenu net des entreprises individuelles	303	313	328	331	342	348	357
	8,2	3,3	4,8	0,9	3,3	1,8	2,6
Impôts moins subventions	381	453	473	485	531	554	573
	-6,4	18,9	4,4	2,5	9,5	4,3	3,4
Revenu personnel disponible	2 467	2 606	2 635	2 769	2 865	2 989	3 106
	1,9	5,6	1,1	5,1	3,5	4,3	3,9
Taux d'épargne personnelle[2]	0,6	0,8	-3,1	-2,8	-4,6	-5,2	-7,9

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	2 422	2 505	2 574	2 642	2 707	2 774	2 906
	1,3	3,4	2,8	2,6	2,5	2,5	4,8
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	1 162	1 182	1 229	1 248	1 254	1 271	1 297
	3,9	1,7	4,0	1,5	0,5	1,4	2,0
Formation brute de capital fixe	672	697	726	760	776	823	922
	3,1	3,7	4,2	4,7	2,1	6,1	12,0
Investissements en stocks	-53	34	17	4	9	58	15

Exportations de biens et services	2 001	2 008	2 074	2 198	2 241	2 318	2 356
	-1,4	0,3	3,3	6,0	2,0	3,4	1,6
Importations de biens et services	2 646	2 732	2 842	2 957	3 049	3 188	3 347
	-0,8	3,3	4,0	4,0	3,1	4,6	5,0
Produit intérieur brut aux prix du marché	3 532	3 701	3 778	3 893	3 945	4 049	4 129
	-1,1	4,8	2,1	3,0	1,3	2,6	2,0
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	822	900	910	924	923	941	956
	-5,7	9,5	1,1	1,5	-0,1	2,0	1,6
Industries productrices de services	2 361	2 440	2 499	2 597	2 648	2 711	2 781
	1,9	3,3	2,4	3,9	2,0	2,4	2,6
Production industrielle	415	411	428	456	481	463	485
	-4,2	-1,0	4,1	6,5	5,5	-3,7	4,8
Fabrication de biens non durables	280	274	275	287	302	275	328
	1,1	-2,1	0,4	4,4	5,2	-8,9	19,3
Fabrication de biens durables	92	99	116	128	138	146	116
	-17,9	7,6	17,2	10,3	7,8	5,8	-20,5
Fabrication	376	373	393	414	438	420	442
	-4,6	-0,8	5,4	5,3	5,8	-4,1	5,2
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	244	326	319	325	300	322	321
	-18,7	33,6	-2,1	1,9	-7,7	7,3	-0,3
Construction	159	163	162	168	165	181	175
	8,2	2,5	-0,6	3,7	-1,8	9,7	-3,3
Commerce de gros	104	103	102	104	106	106	109
	-3,7	-1,0	-1,0	2,0	1,9	0,0	2,8
Commerce de détail	226	231	235	244	245	250	264
	7,1	2,2	1,7	3,8	0,4	2,0	5,6

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Nouvelle-Écosse[1]

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	13 606	14 364	14 971	15 534	16 415	16 983	17 725
	3,8	5,6	4,2	3,8	5,7	3,5	4,4
Bénéfices des sociétés avant impôts	2 432	2 420	2 796	3 100	3 418	2 939	3 045
	6,6	-0,5	15,5	10,9	10,3	-14,0	3,6
Intérêts et revenus divers de placements	1 288	1 200	1 307	1 205	1 275	1 434	1 714
	2,0	-6,8	8,9	-7,8	5,8	12,5	19,5
Revenu net des entreprises individuelles	1 886	2 016	2 109	2 150	2 156	2 209	2 249
	6,4	6,9	4,6	1,9	0,3	2,5	1,8
Impôts moins subventions	3 172	3 449	3 694	3 912	4 090	4 033	4 058
	5,8	8,7	7,1	5,9	4,6	-1,4	0,6
Revenu personnel disponible	18 126	18 674	19 202	20 062	20 872	21 714	22 592
	3,4	3,0	2,8	4,5	4,0	4,0	4,0
Taux d'épargne personnelle[2]	2,9	0,4	-1,7	-1,5	-2,0	-2,6	-3,4

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	17 437	18 086	18 537	18 941	19 306	19 807	20 411
	1,1	3,7	2,5	2,2	1,9	2,6	3,0
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	8 023	8 178	8 278	8 432	8 701	8 952	9 133
	1,8	1,9	1,2	1,9	3,2	2,9	2,0
Formation brute de capital fixe	5 391	5 781	5 815	5 800	6 097	6 475	6 297
	4,9	7,2	0,6	-0,3	5,1	6,2	-2,7
Investissements en stocks	91	-71	185	119	125	178	186

Exportations de biens et services	12 575	13 330	13 458	13 780	13 956	13 500	13 752
	4,6	6,0	1,0	2,4	1,3	-3,3	1,9
Importations de biens et services	17 481	18 246	18 817	19 246	19 902	20 354	20 784
	1,3	4,4	3,1	2,3	3,4	2,3	2,1
Produit intérieur brut aux prix du marché	26 036	27 082	27 464	27 836	28 336	28 597	29 042
	3,2	4,0	1,4	1,4	1,8	0,9	1,6
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	5 996	6 380	6 427	6 826	6 737	6 491	6 567
	4,3	6,4	0,7	6,2	-1,3	-3,7	1,2
Industries productrices de services	17 473	18 132	18 531	19 110	19 585	20 107	20 499
	3,1	3,8	2,2	3,1	2,5	2,7	1,9
Production industrielle	3 854	4 228	4 155	4 542	4 483	4 154	4 253
	2,1	9,7	-1,7	9,3	-1,3	-7,3	2,4
Fabrication de biens non durables	1 545	1 630	1 720	1 828	1 811	1 625	1 640
	2,3	5,5	5,5	6,3	-0,9	-10,3	0,9
Fabrication de biens durables	868	1 032	910	1 130	1 092	1 126	1 087
	-3,0	18,9	-11,8	24,2	-3,4	3,1	-3,5
Fabrication	2 425	2 662	2 629	2 824	2 775	2 616	2 598
	0,1	9,8	-1,2	7,4	-1,7	-5,7	-0,7
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	755	766	800	750	725	684	699
	11,7	1,5	4,4	-6,3	-3,3	-5,7	2,2
Construction	1 394	1 385	1 483	1 553	1 549	1 687	1 645
	7,1	-0,6	7,1	4,7	-0,3	8,9	-2,5
Commerce de gros	1 063	1 112	1 113	1 117	1 155	1 160	1 191
	-1,5	4,6	0,1	0,4	3,4	0,4	2,7
Commerce de détail	1 557	1 616	1 652	1 661	1 681	1 756	1 807
	7,8	3,8	2,2	0,5	1,2	4,5	2,9

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Nouveau-Brunswick[1]

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	10 656	11 115	11 740	12 303	12 844	13 379	14 048
	0,5	4,3	5,6	4,8	4,4	4,2	5,0
Bénéfices des sociétés avant impôts	1 904	1 832	1 933	2 470	2 343	2 733	2 743
	3,1	-3,8	5,5	27,8	-5,1	16,6	0,4
Intérêts et revenus divers de placements	1 320	1 167	1 243	1 205	1 215	1 298	1 364
	-1,9	-11,6	6,5	-3,1	0,8	6,8	5,1
Revenu net des entreprises individuelles	1 321	1 339	1 353	1 450	1 454	1 478	1 512
	5,4	1,4	1,0	7,2	0,3	1,7	2,3
Impôts moins subventions	2 567	2 779	2 960	3 020	3 144	3 145	3 224
	5,6	8,3	6,5	2,0	4,1	0,0	2,5
Revenu personnel disponible	14 167	14 480	15 027	15 789	16 308	17 024	17 762
	3,2	2,2	3,8	5,1	3,3	4,4	4,3
Taux d'épargne personnelle[2]	5,7	3,1	3,1	4,0	2,9	2,5	1,0

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	13 254	13 658	13 895	14 232	14 566	15 013	15 658
	0,9	3,0	1,7	2,4	2,3	3,1	4,3
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	5 620	5 717	5 811	5 940	6 102	6 238	6 333
	0,8	1,7	1,6	2,2	2,7	2,2	1,5
Formation brute de capital fixe	3 691	3 746	4 159	4 457	4 766	4 999	5 290
	-15,1	1,5	11,0	7,2	6,9	4,9	5,8
Investissements en stocks	14	110	130	143	109	213	182

Exportations de biens et services	15 608	16 165	16 736	17 150	17 244	16 898	17 109
	11,7	3,6	3,5	2,5	0,5	-2,0	1,2
Importations de biens et services	17 952	18 228	18 966	19 849	20 611	20 462	21 247
	3,9	1,5	4,0	4,7	3,8	-0,7	3,8
Produit intérieur brut aux prix du marché	20 248	21 169	21 765	22 069	22 174	22 843	23 213
	1,7	4,5	2,8	1,4	0,5	3,0	1,6
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	5 304	5 626	5 818	5 880	5 693	5 973	5 965
	-1,8	6,1	3,4	1,1	-3,2	4,9	-0,1
Industries productrices de services	13 062	13 489	13 790	14 321	14 556	14 901	15 201
	2,9	3,3	2,2	3,9	1,6	2,4	2,0
Production industrielle	3 457	3 710	3 829	3 920	3 702	3 760	3 658
	-3,2	7,3	3,2	2,4	-5,6	1,6	-2,7
Fabrication de biens non durables	1 584	1 787	1 878	2 014	1 808	1 891	1 839
	-4,5	12,8	5,1	7,2	-10,2	4,6	-2,7
Fabrication de biens durables	956	1 046	1 048	992	967	957	877
	-2,4	9,4	0,2	-5,3	-2,5	-1,0	-8,4
Fabrication	2 554	2 833	2 930	2 926	2 703	2 773	2 643
	-1,8	10,9	3,4	-0,1	-7,6	2,6	-4,7
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	777	845	762	842	820	899	844
	18,4	8,8	-9,8	10,5	-2,6	9,6	-6,1
Construction	1 066	1 071	1 223	1 128	1 183	1 334	1 479
	-10,4	0,5	14,2	-7,8	4,9	12,8	10,9
Commerce de gros	825	867	936	962	971	956	961
	4,8	5,1	8,0	2,8	0,9	-1,5	0,5
Commerce de détail	1 175	1 198	1 235	1 285	1 317	1 397	1 454
	2,3	2,0	3,1	4,0	2,5	6,1	4,1

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Québec[1]

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	121 990	127 620	134 372	139 561	144 881	150 265	158 939
	3,7	4,6	5,3	3,9	3,8	3,7	5,8
Bénéfices des sociétés avant impôts	22 523	23 182	21 564	25 172	26 129	28 606	30 225
	-5,2	2,9	-7,0	16,7	3,8	9,5	5,7
Intérêts et revenus divers de placements	13 888	13 675	14 054	14 826	16 084	16 960	19 152
	-1,0	-1,5	2,8	5,5	8,5	5,4	12,9
Revenu net des entreprises individuelles	13 150	13 953	14 643	15 579	16 020	16 343	16 946
	5,9	6,1	4,9	6,4	2,8	2,0	3,7
Impôts moins subventions	30 163	32 231	32 966	34 547	35 690	35 677	36 187
	0,3	6,9	2,3	4,8	3,3	-0,0	1,4
Revenu personnel disponible	145 505	151 871	158 823	165 727	170 612	178 028	187 793
	4,6	4,4	4,6	4,3	2,9	4,3	5,5
Taux d'épargne personnelle[2]	4,7	4,0	3,9	3,6	1,6	1,6	1,4

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	138 491	143 093	147 513	151 743	156 469	161 165	168 504
	2,1	3,3	3,1	2,9	3,1	3,0	4,6
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	51 689	52 800	54 586	55 601	56 159	57 626	59 454
	3,7	2,1	3,4	1,9	1,0	2,6	3,2
Formation brute de capital fixe	40 222	42 954	46 156	51 430	51 092	52 986	56 751
	1,3	6,8	7,5	11,4	-0,7	3,7	7,1
Investissements en stocks	-1 326	-1 267	-84	781	2 865	1 472	1 550

Exportations de biens et services	141 051	141 507	137 938	140 930	145 196	147 733	148 210
	-2,0	0,3	-2,5	2,2	3,0	1,7	0,3
Importations de biens et services	134 612	137 307	141 833	150 125	156 753	161 716	169 308
	-4,1	2,0	3,3	5,8	4,4	3,2	4,7
Produit intérieur brut aux prix du marché	235 832	241 448	244 422	250 673	255 638	259 895	266 104
	1,5	2,4	1,2	2,6	2,0	1,7	2,4
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	72 432	73 549	72 826	74 046	74 883	74 879	76 933
	-1,1	1,5	-1,0	1,7	1,1	-0,0	2,7
Industries productrices de services	145 576	150 300	153 968	161 732	165 874	170 376	174 809
	2,8	3,2	2,4	5,0	2,6	2,7	2,6
Production industrielle	57 966	58 193	56 954	56 320	57 307	57 019	57 991
	-2,9	0,4	-2,1	-1,1	1,8	-0,5	1,7
Fabrication de biens non durables	21 811	22 384	21 724	21 197	21 141	20 798	19 877
	4,7	2,6	-2,9	-2,4	-0,3	-1,6	-4,4
Fabrication de biens durables	26 034	25 098	24 271	24 617	25 559	25 622	26 893
	-7,4	-3,6	-3,3	1,4	3,8	0,2	5,0
Fabrication	48 133	47 482	45 993	45 857	46 762	46 490	46 879
	-2,7	-1,4	-3,1	-0,3	2,0	-0,6	0,8
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4 239	4 173	4 164	4 637	4 652	4 478	4 369
	7,6	-1,6	-0,2	11,4	0,3	-3,7	-2,4
Construction	10 189	11 183	11 709	12 870	12 704	13 166	14 359
	5,8	9,8	4,7	9,9	-1,3	3,6	9,1
Commerce de gros	10 972	11 365	11 835	12 328	13 008	13 654	14 246
	2,7	3,6	4,1	4,2	5,5	5,0	4,3
Commerce de détail	12 585	13 325	13 698	14 379	14 788	15 608	16 350
	4,1	5,9	2,8	5,0	2,8	5,5	4,8

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Ontario[1]

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	242 939 3,9	251 315 3,4	262 261 4,4	275 842 5,2	289 245 4,9	302 280 4,5	316 362 4,7
Bénéfices des sociétés avant impôts	49 344 -9,2	60 467 22,5	58 206 -3,7	63 128 8,5	61 967 -1,8	64 407 3,9	64 869 0,7
Intérêts et revenus divers de placements	16 996 -6,9	16 330 -3,9	17 257 5,7	17 912 3,8	20 072 12,1	20 541 2,3	22 740 10,7
Revenu net des entreprises individuelles	29 267 5,7	31 808 8,7	32 630 2,6	33 806 3,6	34 420 1,8	34 807 1,1	35 598 2,3
Impôts moins subventions	59 016 3,6	61 227 3,7	60 545 -1,1	64 859 7,1	67 798 4,5	70 683 4,3	72 366 2,4
Revenu personnel disponible	274 607 3,5	284 156 3,5	293 943 3,4	307 170 4,5	319 255 3,9	335 990 5,2	350 493 4,3
Taux d'épargne personnelle[2]	6,8 ...	4,8 ...	3,7 ...	3,4 ...	2,0 ...	2,2 ...	1,5 ...
millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	254 697 2,5	264 488 3,8	272 672 3,1	281 480 3,2	291 554 3,6	301 739 3,5	313 359 3,9
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	79 346 4,3	81 779 3,1	84 960 3,9	88 435 4,1	90 496 2,3	93 523 3,3	96 649 3,3
Formation brute de capital fixe	82 755 2,3	83 782 1,2	87 940 5,0	91 224 3,7	96 253 5,5	102 529 6,5	105 627 3,0
Investissements en stocks	-668 ...	407 ...	28 ...	2 490 ...	3 629 ...	3 290 ...	3 121 ...
Exportations de biens et services	317 879 -3,0	322 731 1,5	322 376 -0,1	334 568 3,8	341 940 2,2	341 308 -0,2	344 251 0,9
Importations de biens et services	269 435 -4,6	275 265 2,2	283 902 3,1	302 678 6,6	314 441 3,9	322 869 2,7	332 899 3,1
Produit intérieur brut aux prix du marché	463 357 1,8	477 763 3,1	484 341 1,4	496 208 2,5	510 740 2,9	521 648 2,1	532 842 2,1
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	132 201 -2,5	134 952 2,1	135 581 0,5	138 377 2,1	140 476 1,5	137 928 -1,8	136 512 -1,0
Industries productrices de services	297 286 3,4	305 268 2,7	311 791 2,1	326 926 4,9	337 062 3,1	350 443 4,0	362 336 3,4
Production industrielle	106 030 -4,3	107 639 1,5	107 457 -0,2	109 638 2,0	109 861 0,2	105 848 -3,7	104 056 -1,7
Fabrication de biens non durables	34 674 2,9	35 056 1,1	34 759 -0,8	34 952 0,6	34 771 -0,5	33 293 -4,3	32 253 -3,1
Fabrication de biens durables	59 420 -9,0	60 580 2,0	60 816 0,4	61 265 0,7	61 114 -0,2	58 832 -3,7	57 909 -1,6
Fabrication	93 823 -5,1	95 636 1,9	95 557 -0,1	96 603 1,1	96 264 -0,4	92 480 -3,9	90 479 -2,2
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4 930 -5,4	4 955 0,5	5 031 1,5	5 201 3,4	5 426 4,3	5 393 -0,6	5 037 -6,6
Construction	21 270 8,3	22 358 5,1	23 088 3,3	23 468 1,6	25 052 6,7	26 446 5,6	27 110 2,5
Commerce de gros	24 110 1,0	24 966 3,6	26 251 5,1	27 368 4,3	29 025 6,1	31 058 7,0	32 048 3,2
Commerce de détail	21 785 4,6	23 301 7,0	24 243 4,0	25 103 3,5	25 817 2,8	26 901 4,2	28 065 4,3

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Manitoba[1]

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	17 733	18 626	19 421	20 450	21 379	22 447	24 114
	3,4	5,0	4,3	5,3	4,5	5,0	7,4
Bénéfices des sociétés avant impôts	2 796	3 004	3 236	3 965	4 285	5 701	6 741
	-3,3	7,4	7,7	22,5	8,1	33,0	18,2
Intérêts et revenus divers de placements	3 011	2 555	1 987	2 453	2 994	2 963	3 134
	-1,0	-15,1	-22,2	23,5	22,1	-1,0	5,8
Revenu net des entreprises individuelles	2 357	2 490	2 548	2 615	2 674	2 753	2 870
	5,0	5,6	2,3	2,6	2,3	3,0	4,2
Impôts moins subventions	4 399	4 801	4 806	4 889	4 896	5 171	5 653
	3,3	9,1	0,1	1,7	0,1	5,6	9,3
Revenu personnel disponible	22 974	23 678	24 436	25 670	26 326	27 713	29 500
	3,9	3,1	3,2	5,0	2,6	5,3	6,4
Taux d'épargne personnelle[2]	4,8	3,1	2,9	3,2	0,7	1,0	0,7

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	21 877	22 501	22 856	23 601	24 305	25 107	26 372
	1,9	2,9	1,6	3,3	3,0	3,3	5,0
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	8 539	8 758	9 128	9 298	9 403	9 542	9 773
	3,6	2,6	4,2	1,9	1,1	1,5	2,4
Formation brute de capital fixe	6 136	6 215	6 411	6 884	6 960	7 896	9 045
	3,8	1,3	3,2	7,4	1,1	13,4	14,6
Investissements en stocks	-153	34	913	247	53	580	-27

Exportations de biens et services	22 590	22 586	22 848	23 941	24 772	25 414	26 509
	2,5	-0,0	1,2	4,8	3,5	2,6	4,3
Importations de biens et services	22 908	23 540	25 081	25 941	26 488	28 205	30 240
	2,1	2,8	6,5	3,4	2,1	6,5	7,2
Produit intérieur brut aux prix du marché	35 996	36 559	37 059	38 033	39 061	40 323	41 644
	0,8	1,6	1,4	2,6	2,7	3,2	3,3
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	9 044	9 232	9 334	9 539	9 945	10 569	11 027
	-4,6	2,1	1,1	2,2	4,3	6,3	4,3
Industries productrices de services	23 918	24 382	24 700	25 718	26 247	26 855	27 702
	2,8	1,9	1,3	4,1	2,1	2,3	3,2
Production industrielle	6 079	6 196	6 134	6 534	6 957	7 142	7 415
	-3,2	1,9	-1,0	6,5	6,5	2,7	3,8
Fabrication	4 176	4 346	4 356	4 548	4 696	4 720	4 939
	-3,6	4,1	0,2	4,4	3,3	0,5	4,6
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1 657	1 700	1 855	1 712	1 574	1 794	1 736
	-17,1	2,6	9,1	-7,7	-8,1	14,0	-3,2
Construction	1 363	1 336	1 350	1 380	1 483	1 721	1 956
	12,0	-2,0	1,0	2,2	7,5	16,0	13,7
Commerce de gros	1 891	1 957	1 923	1 948	2 020	2 059	2 112
	0,3	3,5	-1,7	1,3	3,7	1,9	2,6
Commerce de détail	1 958	2 054	2 135	2 247	2 322	2 409	2 592
	6,1	4,9	3,9	5,2	3,3	3,7	7,6

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Saskatchewan[1]

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	13 965 4,3	14 617 4,7	15 427 5,5	16 080 4,2	17 047 6,0	18 221 6,9	19 640 7,8
Bénéfices des sociétés avant impôts	4 442 -21,1	4 804 8,1	5 334 11,0	7 195 34,9	9 328 29,6	10 205 9,4	12 496 22,4
Intérêts et revenus divers de placements	2 560 -12,6	2 582 0,9	2 700 4,6	3 030 12,2	3 137 3,5	3 232 3,0	3 329 3,0
Revenu net des entreprises individuelles	1 953 4,2	2 014 3,1	2 067 2,6	2 113 2,2	2 175 2,9	2 263 4,0	2 387 5,5
Impôts moins subventions	3 740 1,4	3 616 -3,3	3 799 5,1	4 044 6,4	4 400 8,8	4 755 8,1	5 172 8,8
Revenu personnel disponible	18 494 1,7	19 049 3,0	20 238 6,2	21 797 7,7	21 998 0,9	22 853 3,9	24 902 9,0
Taux d'épargne personnelle[2]	-2,6 ...	-4,6 ...	-2,5 ...	1,7 ...	-2,3 ...	-3,9 ...	-3,5 ...
millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	18 991 1,3	19 480 2,6	19 885 2,1	20 244 1,8	20 864 3,1	21 672 3,9	23 051 6,4
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	7 330 3,6	7 506 2,4	7 634 1,7	7 639 0,1	7 838 2,6	8 076 3,0	8 258 2,3
Formation brute de capital fixe	7 401 -1,0	6 987 -5,6	7 585 8,6	7 693 1,4	8 961 16,5	9 798 9,3	9 953 1,6
Investissements en stocks	-618 ...	-474 ...	1 491 ...	1 334 ...	1 786 ...	635 ...	747 ...
Exportations de biens et services	24 613 1,8	23 954 -2,7	23 692 -1,1	25 884 9,3	26 360 1,8	26 812 1,7	27 341 2,0
Importations de biens et services	22 945 1,2	23 120 0,8	24 254 4,9	25 410 4,8	27 001 6,3	28 738 6,4	29 998 4,4
Produit intérieur brut aux prix du marché	34 487 -1,0	34 343 -0,4	35 921 4,6	37 303 3,8	38 598 3,5	38 433 -0,4	39 500 2,8
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	13 857 -8,9	12 978 -6,3	14 325 10,4	14 956 4,4	15 710 5,0	14 978 -4,7	15 120 0,9
Industries productrices de services	19 267 3,3	19 754 2,5	20 126 1,9	20 867 3,7	21 265 1,9	21 959 3,3	22 784 3,8
Production industrielle	9 064 -0,2	8 752 -3,4	9 342 6,7	9 604 2,8	9 808 2,1	9 196 -6,2	9 414 2,4
Fabrication de biens non durables	1 343 6,3	1 198 -10,8	1 245 3,9	1 337 7,4	1 297 -3,0	1 235 -4,8	1 217 -1,5
Fabrication de biens durables	1 129 -5,4	1 083 -4,1	1 054 -2,7	1 288 22,2	1 425 10,6	1 518 6,5	1 449 -4,5
Fabrication	2 495 1,0	2 281 -8,6	2 299 0,8	2 622 14,0	2 735 4,3	2 779 1,6	2 689 -3,2
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	3 151 -35,9	2 593 -17,7	3 158 21,8	3 833 21,4	4 181 9,1	3 983 -4,7	3 876 -2,7
Construction	1 677 5,9	1 633 -2,6	1 666 2,0	1 726 3,6	2 005 16,2	2 096 4,5	2 090 -0,3
Commerce de gros	1 639 0,3	1 648 0,5	1 715 4,1	1 796 4,7	1 851 3,1	1 949 5,3	2 119 8,7
Commerce de détail	1 592 4,5	1 668 4,8	1 678 0,6	1 734 3,3	1 798 3,7	1 911 6,3	2 105 10,2

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Alberta[1]

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	67 757 12,2	70 868 4,6	74 629 5,3	81 698 9,5	92 693 13,5	104 442 12,7	116 386 11,4
Bénéfices des sociétés avant impôts	28 909 -4,3	23 229 -19,6	32 944 41,8	40 229 22,1	53 454 32,9	53 190 -0,5	56 602 6,4
Intérêts et revenus divers de placements	14 294 -0,7	10 869 -24,0	13 661 25,7	15 198 11,3	19 523 28,5	21 045 7,8	19 312 -8,2
Revenu net des entreprises individuelles	7 771 8,8	8 495 9,3	8 841 4,1	9 380 6,1	10 036 7,0	10 811 7,7	12 069 11,6
Impôts moins subventions	7 297 -27,1	10 942 50,0	11 375 4,0	12 178 7,1	13 357 9,7	14 321 7,2	15 465 8,0
Revenu personnel disponible	75 535 11,4	78 323 3,7	81 942 4,6	89 308 9,0	97 528 9,2	109 732 12,5	119 830 9,2
Taux d'épargne personnelle[2]	9,5 ...	7,1 ...	6,3 ...	8,8 ...	9,1 ...	10,8 ...	10,1 ...
millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	68 454 3,6	71 241 4,1	73 666 3,4	77 372 5,0	82 833 7,1	89 599 8,2	95 363 6,4
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	21 907 4,0	22 621 3,3	23 687 4,7	24 277 2,5	25 417 4,7	26 788 5,4	28 594 6,7
Formation brute de capital fixe	44 082 9,9	43 585 -1,1	47 040 7,9	51 784 10,1	63 105 21,9	68 885 9,2	71 328 3,5
Investissements en stocks	-1 390 ...	-1 598 ...	1 247 ...	-750 ...	1 409 ...	350 ...	544 ...
Exportations de biens et services	93 105 0,4	93 996 1,0	94 600 0,6	101 418 7,2	101 155 -0,3	107 475 6,2	108 796 1,2
Importations de biens et services	78 762 3,4	79 142 0,5	84 748 7,1	90 887 7,2	101 046 11,2	108 938 7,8	114 183 4,8
Produit intérieur brut aux prix du marché	147 394 1,7	150 594 2,2	155 359 3,2	163 457 5,2	172 047 5,3	183 372 6,6	189 470 3,3
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	63 571 -2,4	62 863 -1,1	64 092 2,0	75 009 17,0	79 402 5,9	84 376 6,3	84 867 0,6
Industries productrices de services	78 270 6,2	81 403 4,0	84 935 4,3	89 528 5,4	93 777 4,7	100 439 7,1	106 032 5,6
Production industrielle	48 355 -3,8	48 600 0,5	48 711 0,2	58 014 19,1	59 777 3,0	62 736 5,0	62 491 -0,4
Fabrication de biens non durables	6 461 -12,7	6 444 -0,3	6 383 -0,9	6 789 6,4	6 911 1,8	7 450 7,8	7 266 -2,5
Fabrication de biens durables	6 418 3,1	6 172 -3,8	6 010 -2,6	7 216 20,1	8 445 17,0	9 361 10,8	9 587 2,4
Fabrication	12 964 -5,3	12 616 -2,7	12 387 -1,8	14 046 13,4	15 439 9,9	16 909 9,5	16 967 0,3
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4 135 -16,4	3 117 -24,6	4 351 39,6	5 061 16,3	5 353 5,8	4 851 -9,4	4 774 -1,6
Construction	11 098 8,6	11 146 0,4	11 180 0,3	12 356 10,5	15 011 21,5	17 552 16,9	18 452 5,1
Commerce de gros	6 651 4,3	6 706 0,8	7 079 5,6	7 485 5,7	8 073 7,9	9 114 12,9	9 681 6,2
Commerce de détail	6 012 10,2	6 493 8,0	6 752 4,0	6 870 1,7	7 459 8,6	8 512 14,1	9 291 9,2

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Colombie-Britannique[1]

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	70 044	72 900	75 605	80 376	85 799	93 102	98 866
	2,4	4,1	3,7	6,3	6,7	8,5	6,2
Bénéfices des sociétés avant impôts	11 392	11 389	12 364	16 691	19 980	21 322	20 886
	-1,8	-0,0	8,6	35,0	19,7	6,7	-2,0
Intérêts et revenus divers de placements	8 834	8 828	9 151	9 753	9 880	9 920	10 763
	-13,3	-0,1	3,7	6,6	1,3	0,4	8,5
Revenu net des entreprises individuelles	9 637	10 591	11 312	12 196	12 984	13 576	14 352
	6,2	9,9	6,8	7,8	6,5	4,6	5,7
Impôts moins subventions	15 810	16 443	17 580	18 562	19 856	20 809	21 876
	1,3	4,0	6,9	5,6	7,0	4,8	5,1
Revenu personnel disponible	85 332	88 594	91 505	96 714	101 559	109 579	116 546
	4,2	3,8	3,3	5,7	5,0	7,9	6,4
Taux d'épargne personnelle[2]	-1,0	-2,9	-4,5	-4,7	-5,6	-4,7	-5,9

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	86 296	89 238	92 250	96 228	100 482	105 986	111 937
	2,1	3,4	3,4	4,3	4,4	5,5	5,6
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	27 952	28 260	28 357	28 535	29 094	30 331	31 656
	4,8	1,1	0,3	0,6	2,0	4,3	4,4
Formation brute de capital fixe	25 672	25 912	27 977	31 168	34 282	37 620	38 863
	6,9	0,9	8,0	11,4	10,0	9,7	3,3
Investissements en stocks	-357	238	665	547	1 418	1 134	1 370

Exportations de biens et services	61 927	62 706	63 918	67 106	70 408	72 158	71 713
	-1,8	1,3	1,9	5,0	4,9	2,5	-0,6
Importations de biens et services	67 912	68 144	71 816	77 165	82 846	89 594	93 051
	0,2	0,3	5,4	7,4	7,4	8,1	3,9
Produit intérieur brut aux prix du marché	133 403	138 193	141 435	146 629	153 208	158 335	163 200
	0,6	3,6	2,3	3,7	4,5	3,3	3,1
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	30 714	31 664	32 429	35 026	36 925	38 064	37 755
	-1,9	3,1	2,4	8,0	5,4	3,1	-0,8
Industries productrices de services	92 061	95 097	97 599	101 854	105 808	109 807	114 427
	2,1	3,3	2,6	4,4	3,9	3,8	4,2
Production industrielle	20 162	20 906	21 011	22 613	23 769	24 108	23 714
	-4,5	3,7	0,5	7,6	5,1	1,4	-1,6
Fabrication de biens non durables	5 233	5 169	5 256	5 119	5 454	5 344	5 247
	2,0	-1,2	1,7	-2,6	6,5	-2,0	-1,8
Fabrication de biens durables	8 319	8 518	8 629	9 461	9 995	10 562	10 174
	-12,3	2,4	1,3	9,6	5,6	5,7	-3,7
Fabrication	13 667	13 687	13 884	15 008	15 902	16 370	15 872
	-8,8	0,1	1,4	8,1	6,0	2,9	-3,0
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4 474	4 429	4 500	4 830	4 945	4 941	4 685
	2,6	-1,0	1,6	7,3	2,4	-0,1	-5,2
Construction	6 021	6 328	6 927	7 673	8 292	9 104	9 431
	3,9	5,1	9,5	10,8	8,1	9,8	3,6
Commerce de gros	5 656	5 969	6 258	6 616	7 121	7 775	8 320
	1,6	5,5	4,8	5,7	7,6	9,2	7,0
Commerce de détail	7 398	7 597	7 856	8 300	8 648	9 180	9 824
	3,9	2,7	3,4	5,7	4,2	6,2	7,0

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Yukon[1]

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	689	708	729	780	826	876	941
	1,2	2,8	3,0	7,0	5,9	6,1	7,4
Bénéfices des sociétés avant impôts	116	74	68	77	105	99	128
	63,4	-36,2	-8,1	13,2	36,4	-5,7	29,3
Intérêts et revenus divers de placements	50	46	50	54	63	69	78
	-7,4	-8,0	8,7	8,0	16,7	9,5	13,0
Revenu net des entreprises individuelles	88	95	101	107	115	120	128
	4,8	8,0	6,3	5,9	7,5	4,3	6,7
Impôts moins subventions	86	92	96	98	99	103	101
	4,9	7,0	4,3	2,1	1,0	4,0	-1,9
Revenu personnel disponible	853	910	935	987	1 096	1 106	1 206
	3,6	6,7	2,7	5,6	11,0	0,9	9,0
Taux d'épargne personnelle[2]	15,6	16,8	13,9	15,2	19,7	15,3	16,5

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	715	739	776	801	829	874	921
	2,7	3,4	5,0	3,2	3,5	5,4	5,4
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	620	654	638	654	685	706	719
	-4,0	5,5	-2,4	2,5	4,7	3,1	1,8
Formation brute de capital fixe	311	314	325	380	461	437	488
	18,3	1,0	3,5	16,9	21,3	-5,2	11,7
Investissements en stocks	8	18	10	-3	2	2	6

Exportations de biens et services	412	366	343	344	336	343	354
	4,8	-11,2	-6,3	0,3	-2,3	2,1	3,2
Importations de biens et services	797	835	860	904	988	1 002	1 066
	0,5	4,8	3,0	5,1	9,3	1,4	6,4
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 270	1 254	1 231	1 272	1 322	1 360	1 412
	4,4	-1,3	-1,8	3,3	3,9	2,9	3,8
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	186	168	140	173	188	192	218
	11,4	-9,7	-16,7	23,6	8,7	2,1	13,5
Industries productrices de services	1 012	1 024	1 033	1 061	1 095	1 130	1 156
	1,9	1,2	0,9	2,7	3,2	3,2	2,3
Production industrielle	97	90	66	86	85	90	102
	0,0	-7,2	-26,7	30,3	-1,2	5,9	13,3
Fabrication	15	10	10	11	12	15	16
	-6,3	-33,3	0,0	10,0	9,1	25,0	6,7
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	5	4	4	4	4	3	3
	0,0	-20,0	0,0	0,0	0,0	-25,0	0,0
Construction	85	75	73	88	109	107	123
	26,9	-11,8	-2,7	20,5	23,9	-1,8	15,0
Commerce de gros	39	33	34	34	37	40	41
	-2,5	-15,4	3,0	0,0	8,8	8,1	2,5
Commerce de détail	70	74	75	76	80	84	88
	9,4	5,7	1,4	1,3	5,3	5,0	4,8

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Territoires du Nord-Ouest[1]

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	1 296	1 399	1 455	1 537	1 666	1 720	1 870
	15,3	7,9	4,0	5,6	8,4	3,2	8,7
Bénéfices des sociétés avant impôts	764	643	1 129	1 528	1 160	1 053	1 233
	34,5	-15,8	75,6	35,3	-24,1	-9,2	17,1
Intérêts et revenus divers de placements	168	197	258	364	307	320	334
	3,1	17,3	31,0	41,1	-15,7	4,2	4,4
Revenu net des entreprises individuelles	136	147	158	176	180	182	189
	11,5	8,1	7,5	11,4	2,3	1,1	3,8
Impôts moins subventions	154	168	183	197	200	203	210
	11,6	9,1	8,9	7,7	1,5	1,5	3,4
Revenu personnel disponible	1 292	1 326	1 363	1 449	1 528	1 566	1 725
	14,0	2,6	2,8	6,3	5,5	2,5	10,2
Taux d'épargne personnelle[2]	22,9	20,8	18,0	19,4	19,6	17,4	20,5

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	996	1 025	1 065	1 098	1 130	1 173	1 223
	3,3	2,9	3,9	3,1	2,9	3,8	4,3
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	1 049	1 075	1 130	1 144	1 144	1 140	1 168
	3,6	2,5	5,1	1,2	0,0	-0,3	2,5
Formation brute de capital fixe	1 423	1 318	832	1 268	1 469	1 719	1 951
	61,5	-7,4	-36,9	52,4	15,9	17,0	13,5
Investissements en stocks	5	-3	23	-4	13	9	6

Exportations de biens et services	1 613	1 830	2 508	2 575	2 430	2 396	2 751
	19,4	13,5	37,0	2,7	-5,6	-1,4	14,8
Importations de biens et services	2 216	2 206	2 144	2 535	2 706	2 838	3 003
	17,6	-0,5	-2,8	18,2	6,7	4,9	5,8
Produit intérieur brut aux prix du marché	2 850	3 033	3 440	3 563	3 473	3 575	4 045
	21,2	6,4	13,4	3,6	-2,5	2,9	13,1
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	1 285	1 356	1 699	1 814	1 718	1 773	2 116
	58,3	5,5	25,3	6,8	-5,3	3,2	19,3
Industries productrices de services	1 465	1 560	1 638	1 732	1 767	1 803	1 890
	4,3	6,5	5,0	5,7	2,0	2,0	4,8
Production industrielle	887	1 019	1 447	1 487	1 336	1 309	1 550
	54,5	14,9	42,0	2,8	-10,2	-2,0	18,4
Fabrication	20	21	13	9	10	7	5
	122,2	5,0	-38,1	-30,8	11,1	-30,0	-28,6
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	16	17	17	19	19	19	18
	6,7	6,3	0,0	11,8	0,0	0,0	-5,3
Construction	397	320	230	303	379	480	595
	66,8	-19,4	-28,1	31,7	25,1	26,6	24,0
Commerce de gros	50	53	58	58	62	67	77
	-2,0	6,0	9,4	0,0	6,9	8,1	14,9
Commerce de détail	86	91	94	96	102	106	115
	1,2	5,8	3,3	2,1	6,3	3,9	8,5

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

Indicateurs principaux des comptes économiques, Nunavut[1]

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
millions de dollars aux prix courants							
PIB en termes de revenus et de dépenses							
Rémunération des salariés	557	627	656	700	738	768	844
	16,0	12,6	4,6	6,7	5,4	4,1	9,9
Bénéfices des sociétés avant impôts	64	57	57	68	37	59	128
	-41,8	-10,9	0,0	19,3	-45,6	59,5	116,9
Intérêts et revenus divers de placements	24	21	26	36	30	30	32
	-4,0	-12,5	23,8	38,5	-16,7	0,0	6,7
Revenu net des entreprises individuelles	62	67	72	75	82	87	90
	10,7	8,1	7,5	4,2	9,3	6,1	3,4
Impôts moins subventions	45	47	49	55	51	50	58
	18,4	4,4	4,3	12,2	-7,3	-2,0	16,0
Revenu personnel disponible	697	747	808	856	877	920	1 001
	6,3	7,2	8,2	5,9	2,5	4,9	8,8
Taux d'épargne personnelle[2]	43,5	43,1	43,2	43,6	41,8	40,9	41,3

millions de dollars enchaînés (2002)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	396	418	443	460	476	499	527
	6,5	5,6	6,0	3,8	3,5	4,8	5,6
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	795	817	824	876	911	903	905
	7,7	2,8	0,9	6,3	4,0	-0,9	0,2
Formation brute de capital fixe	279	277	382	439	437	483	788
	10,7	-0,7	37,9	14,9	-0,5	10,5	63,1
Investissements en stocks	16	-27	15	13	2	1	1

Exportations de biens et services	288	283	167	165	152	184	195
	-2,0	-1,7	-41,0	-1,2	-7,9	21,1	6,0
Importations de biens et services	875	817	887	967	990	1 045	1 242
	6,1	-6,6	8,6	9,0	2,4	5,6	18,9
Produit intérieur brut aux prix du marché	898	951	950	988	986	1 020	1 153
	5,9	5,9	-0,1	4,0	-0,2	3,4	13,0
PIB aux prix de base, par industrie							
Industries productrices de biens	193	190	140	156	145	161	248
	-3,0	-1,6	-26,3	11,4	-7,1	11,0	54,0
Industries productrices de services	674	726	753	791	804	819	862
	8,9	7,7	3,7	5,0	1,6	1,9	5,3
Production industrielle	126	93	30	36	28	42	48
	-7,4	-26,2	-67,7	20,0	-22,2	50,0	14,3
Fabrication	2	2	1	1	1	2	3
	0,0	0,0	-50,0	0,0	0,0	100,0	50,0
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1	1	1	1	1	1	2
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0
Construction	62	97	125	141	139	141	237
	5,1	56,5	28,9	12,8	-1,4	1,4	68,1
Commerce de gros	8	9	11	11	11	10	26
	0,0	12,5	22,2	0,0	0,0	-9,1	160,0
Commerce de détail	38	40	42	43	45	46	50
	0,0	5,3	5,0	2,4	4,7	2,2	8,7

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.
 2. L'épargne personnelle divisée par le revenu personnel disponible, multiplié par 100.

À propos de cette publication

Dans cette publication, on donne un aperçu des événements économiques récentes dans les provinces et territoires. Cet aperçu couvre plusieurs grands thèmes : 1) le produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses; et 2) le PIB par industrie.

On examine également les tendances des principaux agrégats du PIB en termes de revenus et de dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique selon le secteur institutionnel. En outre, on analyse le PIB par industrie. Cet aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés. Certains numéros comprennent des articles plus techniques expliquant les méthodes des comptes nationaux ou analysant un aspect particulier de l'économie.

Cette publication renferme les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant la parution du premier numéro, étaient diffusés dans *Le Quotidien*, produit no 11-001-XIF au catalogue de Statistique Canada, sous le rubrique Comptes économiques provinciaux et PIB provincial par industrie.

Politique de révision

PIB en termes de revenus et de dépenses; PIB par industrie :

Les estimations préliminaires sont publiées au printemps suivant l'année de référence et révisées à l'automne de la même année. Lors de la diffusion automnale, des révisions sont aussi apportées aux estimations des trois années antérieures. Normalement, les estimations ne sont plus révisées après cela, sauf quand une révision historique est réalisée, habituellement une fois tous les dix ans. Des révisions statistiques sont faites afin d'intégrer l'information la plus récente tirée des enquêtes, des statistiques sur l'impôt, des comptes publics, des recensements, etc., ainsi que du processus annuel d'étalonnage d'après les comptes d'entrées-sorties.

Révisions dans cette édition

PIB en termes de revenus et de dépenses; PIB par industrie :

Cette diffusion inclut les estimations préliminaires pour 2007, sans aucune révision aux données des années précédentes. De plus, les estimations détaillées sur les administrations publiques ne sont pas mises à jour dans la présente publication. Les estimations de l'année 2006 seront incluses dans la publication automnale.

À propos de : *Comptes économiques provinciaux*

Les comptes économiques provinciaux et territoriaux comprennent des estimations du produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses, du PIB réel, des contributions à la variation en pourcentage du PIB réel, des indices implicites de prix, de la provenance et l'emploi du revenu personnel et des tableaux de données détaillés sur les administrations publiques. Les tableaux détaillés sur les administrations publiques comprennent des données sur le revenu et les dépenses, fondées sur les comptes publics.

Des résumés par sous-secteur de l'administration publique (fédérale, provinciale, locale, RPC et RRQ) sont fournis aux tableaux 6 à 10. Les détails sur les revenus sont présentés aux tableaux 11 à 13. Le tableau 11 présente des données désagrégées sur les impôts directs, les cotisations aux régimes d'assurance sociale et les paiements de transfert effectués par des personnes aux administrations publiques. Le tableau 12 comprend les composantes des impôts sur la production et sur les produits, et le tableau 13, une liste des sources de revenus de placements des administrations publiques. Du côté des dépenses, les principaux transferts aux personnes sont présentés au tableau 14 tandis que les subventions et les transferts de capital au secteur des particuliers et au secteur des entreprises figurent au tableau 15. Enfin, le tableau 16 comprend une liste des transferts les plus importants entre les différents paliers de gouvernement.

Tableaux : *Comptes économiques provinciaux*

Tableau 01	Produit intérieur brut, en termes de revenus
Tableau 02	Produit intérieur brut, en termes de dépenses
Tableau 03	Produit intérieur brut réel, dollars enchaînés (2002)
Tableau 04	Contribution à la variation en pourcentage, Produit intérieur brut réel
Tableau 05	Indices implicites de prix, produit intérieur brut réel
Tableau 06	Recettes et dépenses du secteur des administrations publiques
Tableau 07	Recettes et dépenses de l'administration fédérale
Tableau 08	Recettes et dépenses des administrations provinciales
Tableau 09	Recettes et dépenses des administrations locales
Tableau 10	Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec
Tableau 11	Impôts directs—Particuliers, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts aux administrations publiques
Tableau 12	Impôts sur production et importations
Tableau 13	Revenus de placements des administrations publiques
Tableau 14	Transferts des administrations publiques aux particuliers
Tableau 15	Subventions et transferts de capitaux des administrations publiques
Tableau 16	Transferts entre administrations publiques
Tableau 17	Provenance et emploi du revenu personnel
Tableau 18	Certains indicateurs économiques